

Zeitschrift:	Annales fribourgeoises
Herausgeber:	Société d'histoire du canton de Fribourg
Band:	49 (1968)
Artikel:	L'économie alpestre et le commerce du fromage en Gruyère au XIXe siècle (de 1817 à 1867)
Autor:	Ruffieux, Roland
Kapitel:	II.: Le développement durant le second tiers du XIXe siècle
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-818215

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

**II. LE DÉVELOPPEMENT DURANT LE SECOND TIERS
DU XIX^e SIÈCLE**

A. L'influence limitée du libéralisme dans la législation économique et sociale

1^o Les mesures cantonales

a) La poursuite de la révolution agricole

A Fribourg comme dans le reste de la Suisse, le grand dessein des hommes de la Régénération fut d'étendre le libéralisme de la politique à l'économie, de le faire passer du domaine des idées au terrain administratif et même d'en pénétrer les mœurs. La tendance amorcée dès 1831 se poursuivit même lorsque le parti libéral commença à perdre du terrain dans le canton avec les élections de 1834 et surtout de 1837. Les principaux agents du progrès économique et social étaient alors les préfets qui, dans les treize districts, s'appliquaient à faire passer la législation dans la vie quotidienne ; leur stabilité plus grande que celle de l'exécutif contribua largement à l'influence que le libéralisme exerça en terre fribourgeoise dans les années qui précédèrent le Sonderbund.

On a vu, au chapitre précédent, comment la révolution agricole amorcée à la fin de la Restauration reçut une vive impulsion du « mouvement de 1830 ». Ses effets continuèrent à se manifester au-delà de la phase initiale du régime libéral non sans heurter des résistances qu'il importe de souligner. Les rapports préfectoraux révèlent que l'abolition du droit de parcours et le partage des communs étaient alors envisagés autant du point de vue social que sous l'angle de la productivité agricole : perspective compréhensible s'agissant de magistrats à qui le paupérisme n'apparaissait plus comme une fatalité de l'ordre naturel de la société.

Dès 1832, le préfet de Corbières avait souligné que le chef-lieu de son district serait bien obligé de partager ses communs pour retenir ses fromagers en partance régulière pour la Franche-Comté et Neuchâtel autant que pour faire cesser le scandale permanent des

riches accaparant le broutage des communs. Il avait fait la même remarque pour Villarbeney et pour La Roche qu'il comparait, non sans raison, à l'Irlande¹. En 1836, la situation n'a guère changé dans le district: si le partage s'est opéré à la Roche, les villages de Corbières, Villarvolard, Botterens, Villarbeney et Hauteville — tous hauts lieux de la production fromagère — s'y refusent toujours. A propos de ce dernier, Gerbex note:

« Mais les Routiniers, les Coqs de village ceux qui préfèrent les douces commodités du broutage pour leurs nombreux bétails et profitent ainsi de la jouissance inégale des Communs, auxquels cependant ils n'ont pas plus droit que les plus minces communiers, étouffent les cris des prolétaires et de nombre de ces communiers sans terrain qui depuis plusieurs années demandent le partage. »²

Sur la rive droite de la Sarine, en aval de Gruyères, les habitants préfèrent donc la « vie pastorale et indolente » à « l'effort pénible » qui, en partageant les communs, ferait tripler leur production. La résistance va cependant céder sous l'effet du paupérisme qui, contraignant les communes à lever l'impôt d'assistance, les convertit au partage. En 1838, le même Gerbex triomphe:

« Le partage des communaux qui aurait été une hérésie d'administration publique autrefois, a commencé d'abord par n'être plus qu'une opposition d'égoïsme, est devenu ensuite une chose que l'on n'osait plus combattre ouvertement; il a fini par être chose réalisée dans diverses communes »³

A Corbières, Pont-la-Ville et Hauteville, c'est la question sociale qui a imposé la solution: le poids de quelque deux cents assistés a été déterminant. En dépit des fluctuations, cette pauvreté continuera de peser lourdement.

L'évolution est moins rapide dans le district de Bulle où Vaulruz et La Tour-de-Trême acceptent le partage en 1837 alors que la bourgeoisie du chef-lieu résiste encore⁴. En 1842, six communes ont

¹ AEF *Rapport du préfet de Corbières [Gerbex] 1832*, non paginé.

² *Ibidem 1836*, p. 5.

³ *Ibidem 1838*, non paginé.

⁴ AEF *Rapport du préfet de Bulle [Chevalley] 1837*, p. 2.

déjà dû introduire l'impôt pour les pauvres¹. A l'automne, deux d'entre elles — Marsens, Echarlens — se décident à répartir, imitées par Bulle et Vuippens. Notons à propos de Marsens que le partage touche les terres du bas et épargne celles du haut, indice de la résistance de l'économie alpestre ; de même que Sorens maintient le parcours sur une partie de ses communs pour occuper ses nomades — les Lost — qui représentent le tiers de la population². En 1845, il est possible de tracer une ligne de partage entre la zone d'agriculture prospère où les communs ont été mis en culture et celle du broutage où l'économie fromagère garde son importance ancienne : d'une part c'est la plaine de Bulle, la région de Vaulruz et Sâles incluse ; de l'autre c'est le versant gruérien du Gibloux et même Riaz. Le clivage est net entre des villages prospères où prédominent la propriété moyenne aux activités diversifiées et d'autres à habitat beaucoup plus dispersé, avec des exploitations naines vouées à l'élevage³.

La résistance paraît avoir été moins opiniâtre dans l'Inthymon et au val de Charmey sans que le changement de régime apporte partout de bons résultats. En 1836, Enney a partiellement partagé ses communs et Gruyères l'a fait en totalité, après de vives discussions⁴. Les effets de cette mesure sont contrastés. Dès l'année suivante, le préfet Thorin souligne le succès enregistré dans le premier village où le défrichement entrepris par les nouveaux propriétaires permet de nourrir plus de bétail qu'avant. En revanche, dans la cité comtale, l'objectif qui était d'« occuper les bras des pauvres » n'est pas atteint pour deux raisons : les petits paysans continuent de faire brouter leurs lots, les riches accaparent les terres moyennant un médiocre loyer⁵. Quant aux communiers du val de Charmey, le poids de l'en-

¹ *Ibidem* [Amman] 1842, non paginé. Il s'agit de Vuadens, Morlon, Echarlens, Sâles, Sorens et Marsens.

² AEF *Rapport du préfet de Bulle pour 1843 [Amman] et 1844 [Dupasquier]*, p. 6. Dans ce dernier rapport, on trouve une véritable étude ethnologique des nomades du Gibloux.

³ *Ibidem*, pp. 19-20.

⁴ AEF *Rapport du préfet de Bulle [Thorin]* 1836, non paginé.

⁵ *Ibidem* 1837, non paginé

dette et le goût de la boisson diminuent sensiblement leur élan de propriétaires conquérants. Mais ces défauts ne sont pas les seuls et Thorin voit d'autres causes de déclin

« dans les mariages précoces et mal assortis, dans la manie qu'ont certaines contrées de fréquenter régulièrement les marchés de Bulle sans nécessité, dans la trop grande étendue du terrain consacré à l'alpage des vaches et soustrait à l'agriculture.

La vallée de Charmey qui dans des temps plus reculés cultivait assez de céréales pour suffire à sa consommation vient chaque semaine enlever dans les marchés de Bulle une quantité considérable de productions diverses, telles que grains, etc. »¹

La crise de l'économie alpestre s'insère donc dans un ensemble de conditions où l'exploitation effrénée des forêts et même le tressage des pailles, devenu source de luxe, jouent selon le préfet un rôle corrupteur. Enfin le sens de la responsabilité fait défaut chez les autorités et le nombre des « mauvais sujets » est excessif. La situation ne changera guère dans les années qui suivent et quand le val de Charmey retrouvera une relative prospérité dans les années 1860 ce sera sous l'effet de la conjoncture internationale dans le commerce de fromages et non grâce aux ressources de ses maigres terres où la culture serait possible. L'idée d'un retour à l'agriculture de subsistance est une utopie définitivement abandonnée au milieu du siècle.

Toute différente apparaît la situation que reflètent les rapports du district de Châtel-Saint-Denis, peut-être un peu trop complaisants. Le chef-lieu connaît une large aisance, grâce au commerce de transit et aux foires annuelles dont profitent ses six auberges. Le partage des communs, opéré dès 1836, a fourni des ressources à la « classe pauvre » et le tressage des pailles remédie également au morcellement de la propriété². Si l'économie forestière n'est pas conduite de façon rationnelle, le commerce du bétail et le trafic des fromages sont actifs et le bilan apparaît très positif au préfet Dégly qui juge ses

¹ *Ibidem* 1839, non paginé. Dans le même rapport la charge très lourde de Cerniat est signalée (249 prébendaires) ainsi que la propension des gens d'Estavannens pour le vin (consommation de l'année précédente: 5000 pots pour 200 âmes).

² AEF *Rapport du Préfet de Châtel 1836 et 1837*, non paginés.

administrés « laborieux et entreprenants ». En 1841, il souligne à nouveau la richesse du district « surtout alpestre » :

« Les grands défrichements et les épurations de terrains considérables qui ont eu lieu, après le partage des communaux, ont donné un nouvel élan à l'agriculture et considérablement amélioré le sort des familles indigentes, mais laborieuses, qualités qui sont malheureusement trop rarement réunies. »¹

En dépit de la charge de plus de deux cents pauvres, les finances communales sont prospères même s'il faut distinguer entre les « fourmis » de Châtel et les « cigales » de Semsales, où l'on préfère le charroi à l'agriculture. Plus on descend vers la plaine, par Attalens, Bossonnens et Remaufens, plus les conditions s'améliorent. La Veveyse s'apparente déjà au plat pays où la révolution agricole, commencée plus tôt et mieux acceptée, s'achève, portant des fruits jugés excellents. Les rapports des préfets de Rue, Dompierre et d'Estavayer en apportent maintes preuves : le partage des communs a considérablement augmenté la part des terres cultivées ; on met tout en œuvre pour en tirer un supplément de ressources². Ainsi, au tournant des années 1840, la révolution agricole, réussie dans les parties basse et moyenne du canton, ne l'est pas encore dans la zone alpestre. La modernisation des méthodes va même y marquer une pause dans la mesure où la reprise des exportations de fromage dispense la paysannerie de montagne d'opérer une conversion à laquelle un marasme plus prolongé l'aurait contrainte. Là où l'on perçoit, d'une manière encore très imprécise, l'importance prise par le salariat agricole — dans le district de Châtel surtout l'afflux des saisonniers sardes met le problème en évidence — on n'en est que plus enclin à expliquer le paupérisme par le penchant inné du pauvre à la paresse et à l'inconduite. Dès lors, le remède que devait apporter le partage des communs est considéré comme secondaire, comparé aux vertus de l'éducation surtout morale.

La même optique amène les autorités à donner également peu d'importance à l'abolition des charges féodales, qui constitue un

¹ *Ibidem* 1841, non paginé.

² Voir par exemple : AEF *Rapport du préfet de Rue [Cosandey]* 1840, non paginé.

autre aspect de la révolution foncière en terre fribourgeoise. L'art. 13 de la constitution de 1831 avait garanti le rachat de la dîme par une loi. Celle-ci fut édictée, le 16 janvier 1833: si les conditions de rachat étaient réglées de manière pratique¹, celui-ci demeurait facultatif. Pour la petite dîme comprenant entre autres le foin et le regain, la valeur de rachat était fixée à seize fois la valeur du produit moyen. Afin de faciliter le paiement graduel des capitaux exigibles, il fut créé une caisse cantonale d'amortissement, surveillée par le Conseil d'Etat; la rate annuelle était fixé à 1,5% du capital au minimum et l'intérêt à 4%². Les débats sur la loi n'évoquèrent guère les alpages de la Gruyère, libérés pour la plus grande partie de toute charge réelle³. La libération de l'agriculture fribourgeoise fut encore complétée par la loi du 13 mars 1838 sur le rachat des redevances féodales et emphythétiques dont la liquidation était également appelée par «l'intérêt général». Des catégories furent établies pour apprécier la valeur des terrains à racheter: la pose de terre variait entre 500 et 100 fr.; le pâquier de montagne entre 200 fr. pour la première classe (à 20 semaines d'estivage) et 50 pour la dernière⁴. Sur ce point encore, les débats n'évoquèrent pas les Alpes de la Gruyère, grevées semble-t-il d'aucune redevance féodale; les opérations se limitèrent aux alpages du district allemand.

La liquidation des dîmes et cens marcha bon train, grâce à la prospérité qui caractérise la fin des années 1830. En 1841, le *Narrateur fribourgeois* dressait un premier bilan :

« ... il a été remboursé jusqu'ici au-delà de 250 000 fr. sur le capital des dîmes qui s'élève aujourd'hui à 900 000 fr.; il a été remboursé de même passé

¹ Toutefois lors de la discussion du 29 novembre 1932, un député reprocha au projet de ne pas déterminer quelles terres étaient soumises au rachat: il y avait par exemple incertitude sur le cas des propriétés de montagne, des forêts et des communs. *Journal du canton de Fribourg* 1832, n° 98.

² *Bulletin des lois 1832-1833* (XV), pp. 115-125. Les dispositions de 1833 furent complétées par une loi d'application de 1837. *Ibid.* 1836-1838 (XVII), pp. 191-199.

³ Sur ces débats, voir le *Journal de Fribourg* des 22 et 29 juin, 7 et 21 décembre 1832 (n° 50, 52, 98, 100) ainsi que les n° des 8, 11, 15 et 18 janvier 1833 (respectivement n° 3, 4, 5, 6).

⁴ *Bulletin des lois 1836-1838* (XVII), pp. 216 et ss.

200 000 fr. sur le capital féodal qui s'élève déjà à 780.000 fr. quoique cette liquidation soit loin d'être achevée. Voilà conséquemment déjà plus de 470 000 fr. de dettes éteintes au profit de l'agriculture. »¹

Le gouvernement éprouva cependant le besoin d'accélérer le processus de libération, surtout en matière de dîmes. Le 14 novembre 1844, le Grand Conseil votait le « rachat forcé », redoutant que la liquidation ne se prolonge de « manière indéfinie au détriment d'une bonne culture ». Les débats eurent lieu dans les séances du 14 novembre 1844 et 20 mai 1845². A nouveau, les problèmes de l'agriculture alpestre ne firent l'objet d'aucune mention particulière. A la veille du Sonderbund, le gouvernement faisait savoir qu'il serait obligé de lever un droit de consommation sur certains produits courants — sucre, café, huile — pour compenser

« les grandes diminutions survenues dans les revenus de l'Etat par suite du rachat de la féodalité et de la réduction du prix du sel. »³

b) La modernisation des voies de communication

Si les vestiges du régime féodal furent liquidés avant le milieu du siècle, en grande partie grâce à la mise en place d'un système hypothécaire, la modernisation des voies de communication se fit beaucoup moins rapidement, surtout si l'on distingue entre les routes de plaine et celles de montagne. Dans la mesure où le plat pays augmentait rapidement sa population et ses échanges, le gouvernement put y faire triompher une politique routière moderne en intervenant avec des moyens financiers considérables ; les régions hautes furent plus délaissées, à la fois parce que leurs habitants étaient moins nombreux et plus pauvres et que la propriété alpestre, détenue souvent par des gens du bas, se refusait à de tels investissements.

On doit reconnaître que l'amélioration des routes fut un des domaines où l'action du régime de 1830 fut la plus soutenue et la plus efficace. Les autorités utilisèrent, presque sans la modifier, la

¹ N° 97 du 3 décembre 1841.

² AEF *Registre des délibérations du Grand Conseil 1842-1847*, pp. 141-144, 227-228. La loi se trouve dans le *Bulletin des lois*.

³ Le *Narrateur fribourgeois* du 8 juin 1847, n° 46.

loi du 4 mai 1830 qui avait été une des dernières œuvres du patriciat mais ils l'appliquèrent avec vigueur si bien qu'à partir de 1832, il n'est question que de rectifications et de constructions de routes pour tirer le canton de son « long assouplissement »¹. En dépêchant des troupes à Domdidier en 1832 parce que la commune refusait de fournir ses corvées, le gouvernement avait montré sa résolution. Au début de 1833, un rapport de Jos. Ræmy, inspecteur cantonal des ponts et chaussées dressait l'inventaire des principaux projets², sur la base des indications préfectorales.

Pour le commerce des fromages, l'aménagement d'une route moderne entre Fribourg et Bulle paraissait urgente car le rassemblement des productions de la plaine et de la montagne s'opérait alors dans le chef-lieu gruérien avant l'envoi vers la France par Châtel, Vevey et Genève, selon l'axe traditionnel des exportations. Un arbitrage fut décidé entre la rive droite et la rive gauche de la Sarine : les routes de la première demeurèrent communales et d'autant plus médiocres que les communes, chargées de pauvres, rechignaient à les entretenir³ ; la voie par Avry, fut reconnue d'intérêt cantonal grâce au dynamisme de la Basse-Gruyère où le tressage des pailles avait fait souffler un esprit plus moderne⁴. Grâce à l'initiative de douze communes qui votèrent des crédits importants en 1833 pour la correction de la montée d'Avry, une souscription cantonale fut ouverte et le gouvernement prêta la main à cet effort.

Toutefois une concurrence directe se dessinait avec le projet d'aménager un rayon de route d'Estavayer à Cheyres pour rejoindre la route Neuchâtel - Pontarlier, ce qui donnerait une communication directe avec la France, promettant un « avenir de prospérité au canton »⁵. En 1814, le Grand Conseil allouait 400 000 fr. au pro-

¹ Le terme est employé dans un article du *Journal du canton de Fribourg* daté du 17 décembre 1832, n° 100.

² *Ibidem*, du 11 janvier 1833, n° 4.

³ *L'Ami du progrès* du 11 avril 1834 (n° 15) donne une description suggestive de la misère des routes de Fribourg à Charmey et Gruyères par La Roche. Voir aussi les lamentations du préfet de Corbières, à ce sujet.

⁴ *Journal du canton de Fribourg* des 29 janvier et 12 février 1833 (n° 9 et 13).

⁵ *Ibidem*, des 21 juin et 13 septembre 1833 (n° 50 et 74).

gramme routier, dont un cinquième à la montée d'Avry, montant qui s'ajoutait aux 400 000 fr. déjà engagés dans les années précédentes¹ Une voie commerciale prioritaire se dessinait. L'effort continua dans les années 1840, plus dispersé. Divers projets furent soumis au gouvernement: un tronçon Romont-Oron², un débouché de la Basse-Veveyse en direction de Vevey et Romont,³ le détournement de Morat⁴, la correction de la route de Planfayon⁵. L'Etat ne put tout réaliser, chargé qu'il était par l'entretien des chaussées existantes, auquel les communes tardaient de fournir les corvées imposées par la loi de 1830. A la fin de la Régénération, toutefois une géographie routière moderne s'esquissait en plaine.

La question des routes de plaine était liée de manière étroite à celle des péages, dont la solution avant 1848 ne pouvait être que cantonale. En juillet 1830, une convention avait signée entre Vaud et Fribourg, accordant des facilités aux produits notamment fribourgeois — fromages, bois, charbons — sous réserve de réciprocité⁶. Mais les milieux les plus libéraux ne croyaient déjà plus à l'avenir de la voie concordataire: ils réclamaient l'abolition pure et simple des péages cantonaux et une unification douanière faite par le haut. Si le concordat avec le voisin du sud fut amélioré en 1841⁷, sans toucher aux droits de transit sur le fromage il est vrai, une conférence convoquée par cinq cantons à Payerne la même année fut mal

¹ *L'Ami du Progrès* des 25 mai et 20 juin 1834 (n° 22 et 26).

² *Le Narrateur fribourgeois* du 25 novembre 1842, n° 94 (pétition de 24 communes du district de Romont).

³ *Le Narrateur fribourgeois* des 20 mai (n° 40) et 22 novembre 1842 (n° 93) (refus du Conseil d'Etat d'accueillir la requête). En 1834, la commune de Vuisternens-devant-Romont avait ouvert une souscription en faveur d'une route directe La Joux - Semsales afin de faciliter « la sortie des fromages pour la partie centrale du canton ». L'appel s'adressait aux communes, aux industriels, aux propriétaires et aux sociétés de fromagerie. *Feuille officielle du canton* du 6 février 1834 (n° 6).

⁴ *Ibidem*, des 29 novembre et 9 décembre 1842 (n° 95 et 98) (projet accepté)

⁵ *Ibidem*, du 31 juillet 1846, n° 61 (doléances de la Diète).

⁶ *Courrier fribourgeois* du 13 juillet 1830, n° 55.

⁷ *Le Narrateur fribourgeois* du 11 mai 1841, n° 38. Ce journal affirmait que l'abattement des droits prouvait que l'administration devenait plus « éclairée ».

accueillie à Fribourg. L'accord de réduction que se proposaient de conclure Berne, Fribourg, Vaud, Soleure et Genève pour essayer de retenir un commerce de transit, qui fuyait les péages trop nombreux sur le plateau suisse fut présenté comme devant entraîner une perte sèche pour le canton; il ne fut pas approuvé.¹ Le bénéfice des péages alla diminuant au cours des années 1840².

Un seul effort fut accompli pour rendre plus facile le commerce des fromages et il échoua. En décembre 1838, le député singinois Roggo déposa au Grand Conseil une motion tendant à l'abolition du droit de douane de 2 rappes $\frac{1}{2}$ par pièce de fromage que la commune de Fribourg percevait sur le transit. Faisant rapport en février 1840 seulement, le Conseil d'Etat proposa de ne pas entrer en matière: le droit de la capitale avait un caractère « immémorial » sanctionné par l'acte de donation de 1802³. Le Grand Conseil se cabra d'abord devant cette situation acquise puis accepta de ne pas entrer en matière sur la motion Roggo⁴. Aussitôt le député Techtermann en déposa une nouvelle tendant au même objectif; elle fut également écartée par le Grand Conseil sur préavis de l'exécutif⁵.

L'opinion des milieux économiques sur les routes et les péages est mal connue en raison de la disparition des archives de la Chambre de commerce. Toutefois la presse nous apporte quelques témoignages parmi lesquels on peut en retenir deux qui s'opposent. A la fin de 1841, *Le Narrateur fribourgeois* publie les impressions d'un voyageur français, M. Puvis, qui donne une vue très optimiste de l'économie cantonale. A son avis, tout progresse: les routes, le bétail, « l'industrie du fromage »⁶. En revanche, un autre Français installé à Fribourg comme négociant, Joseph Passalli, est franchement critique. En refusant l'industrialisation, Fribourg a certes évité les misères dramatiques de l'Angleterre noire mais il est resté

¹ *Ibidem*, du 12 novembre 1841, n° 91.

² *Ibidem*, du 1^{er} décembre 1846. Alors que les péages avaient produit 40 000 fr. en 1846, leurs recettes étaient évaluées à 36 000 fr. pour 1847.

³ AEF *Protocole des délibérations du Grand Conseil 1839-1842*, pp.

⁴ Le vote fut acquis par 36 voix contre 20.

⁵ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1840*, pp. 69-70, 90, 305 et 600.

⁶ N° 102 du 21 décembre 1841.

pauvre. Quelques industries pourraient l'enrichir — tanneries, filatures de coton, brasseries et cidreries — à condition que la Chambre de commerce sache faire affluer les capitaux¹. Passalli revient à la charge en 1842 et 1845. Trop de champs sont encore incultes et, surtout il est urgent de créer un chemin de fer, pour expédier le bétail et les fromages qui

« procurent seuls au pays tout l'argent qui s'y trouve en circulation. Si, après la perte sans retour de l'industrie de nos pailles, celle de nos fromages offre chaque année des résultats toujours plus précaires, et cela par suite de l'établissement d'un grand nombre de fromageries en Savoie, au Piémont, en France etc., l'éducation des bestiaux et des chevaux sur une plus grande échelle pourra seule y suppléer, tant que l'autorité et le particulier veilleront au maintien et au perfectionnement des races ».²

Ces vues dépassant un horizon borné par les disputes de clocher sur l'entretien des routes et les péages anticipaient trop sur l'état de l'opinion publique pour être prises en considération.

Comparées aux voies de la plaine, les routes de la région alpestre demeuraient dans un triste état. On a vu la misère de la route conduisant de Fribourg à Charmey par la Roche et Broc. Les rapports préfectoraux et la presse évoquent, à de nombreuses reprises, les dangers de la montée du Javroz qui aboutit à l'entrée de Charmey — les chevaux y succombait sous la charge —³, l'inachèvement du chemin de la Tzintre qui conduit aux alpages rière Charmey⁴, et le déplorable état du tronçon qui va de cette commune à Bellegarde⁵. Durant toute la Régénération, les réfections et les constructions dans la partie alpestre de la Gruyère sont entravées par une querelle de compétence qui recouvre un conflit d'intérêts bien réels. La loi de 1830, dans son article 22, avait exempté les propriétaires d'alpages de l'obligation de contribuer à l'entretien des routes y conduisant. Les communes de la Gruyère réagirent

¹ *Ibidem*, des 1, 15 et 27 février 1842 (n° 9,13,15).

² *Ibidem*, du 14 novembre 1845 (n° 91).

³ AEF *Rapports du préfet de Gruyères [Thorin]* 1837 et 1840, non paginés.

⁴ *Ibidem* 1836.

⁵ *Journal du canton de Fribourg* du 22 mai 1832 (n° 41).

vivement par une pétition au Grand Conseil du début de 1833, mais le Conseil d'Etat ne donna pas suite¹. La situation demeura donc précaire si bien que les plaintes continuèrent d'affluer dans les années 1840. En juillet 1841, le préfet du district allemand se rendit à Bellegarde pour entendre ses administrés :

« Depuis plusieurs années les habitants de ce village le plus élevé et le plus isolé du canton n'ont pu se déterminer encore à ouvrir une voie de communication autre que les chemins rocailleux des montagnes... En attendant l'exportation de leur houille, de leurs bois, de leurs fromages, de leur belle race bovine souffre de cet état de stagnation »².

L'année suivante, la commune de Crésuz revenait à la charge, par voie de pétition, pour la correction de la montée du Javroz³. En vain. L'amélioration de cette voie, importante entre toutes pour le transport des fromages, ne sera obtenue que plus tard, par la construction de la nouvelle route en direction de Thoune, avec l'appui financier de la Confédération (1855)⁴.

A l'autre extrémité du pays, le passage de La Tine gardait l'abord sauvage qu'il avait eu sous les comtes de Gruyère. En 1842, le gouvernement avait même supprimé le service de la diligence entre Bulle et Gessenay qui se faisait trois fois par semaine. Aussi l'Inthyamon se lamentait-il de ses communications avec les Gruyères vaudoise et bernoise⁵. La situation était d'autant plus regrettable que les communes de la région venaient d'accomplir un effort remarquable en jetant sur l'Hongrin un pont solide pour faciliter l'exploitation des bois et des pâturages de cette haute vallée.

Si les routes d'accès aux villages montagnards voués à l'économie fromagère laissaient à désirer, il fallait également en chercher la cause dans le refus des propriétaires de montagnes d'y contribuer,

¹ *Ibidem*, du 4 janvier 1833 (n° 2).

² *Le Narrateur fribourgeois* du 6 juillet 1841 (n° 54).

³ *Ibidem*, du 31 mai 1842 (n° 43).

⁴ *Le Chroniqueur* du 20 janvier 1855 (n° 9) se félicite de ce qu'on a ainsi mis fin à l'isolement de cette « vallée intéressante et riche par ses pâturages alpestres, par son bétail distingué et ses fromages ».

⁵ *Ibidem*, du 9 décembre 1842 (n° 98).

ce qui diminuait sérieusement le zèle des communes chargées de les entretenir et de les développer. En effet, vraisemblablement sous la pression des propriétaires de montagnes appartenant au patriciat, la loi du 4 mai 1830 avait prévu dans son art. 22 que :

« Les propriétés de montagnes continuent à être exemptes de l'entretien des routes du bas, à moins qu'il ne soit prouvé que, d'après un usage constant, elles y ont toujours contribué, et que les propriétaires des biens du bas, situés dans la même commune, ont par une juste réciprocité, concouru aussi à l'entretien des routes de montagnes »¹.

Les preuves de «l'usage constant» et de la «juste réciprocité» ne manquèrent pas de soulever de longues contestations. On possède de nombreux indices révélant la volonté des communes alpestres de charger financièrement ceux qui profitaient de leurs voies de communications. En décembre 1833, la commune de Charmey décide de faire participer à la répartition des frais d'établissement de la montée du Javroz non seulement les propriétaires du bas — ceux qui possèdent des «hivernages» — mais également les détenteurs d'estivages². En juillet 1835, le Conseil communal de Bulle sollicite du Conseil d'Etat l'autorisation de faire supporter partiellement l'entretien de ses routes par les «capitalistes»³. Il est permis de supposer qu'il s'agit là de gros propriétaires fonciers dont les intérêts sont, dans certains cas, liés au commerce des fromages et des bois. La demande est d'ailleurs rejetée.

L'application de l'art. 22 de la loi de 1830 ayant provoqué de nombreuses réclamations, le Conseil d'Etat se décide à édicter, le 18 mai 1834, une loi spéciale pour l'entretien des routes par les propriétaires de montagnes. Dans ses considérants, le gouvernement reconnaît le bien-fondé des doléances

«surtout en ce que c'est par l'exploitation des produits de la montagne que les routes souffrent le plus dans la partie alpestre du canton»⁴.

¹ *Bulletin des lois 1830* (XII), p. 20.

² *Feuille officielle* du 19 décembre 1833 (n° 51), avis de la partie non officielle.

³ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1835*, p. 413.

⁴ *Bulletin des lois 1839-1840*, (XVIII), p. 27.

Aussi abroge-t-il le régime de faveur reconnu en 1830 et charge-t-il l'exécutif de régler la péréquation des frais. Cette nouvelle manière de voir donne lieu à de nombreuses tractations entre les communes et les propriétaires¹. Les premières édictent des règlements; les seconds se voient soumis non sans rechigner à des taxes. Pourtant le résultat est atteint: les voies d'accès à la montagne qui sont généralement des routes communales de 2^e ou 3^e classes s'améliorent.

De leur côté, les propriétaires de montagnes modernisèrent un certain nombre de chemins alpestres. Il faut rappeler ici que ces propriétés étaient souvent très morcelées en raison de partages successoraux et parce qu'elles étaient un objet recherché de placement. Dans les siècles précédents déjà, leur exploitation avait fait surgir des associations dirigées par des gouverneurs. Cette formule se justifiait par la copropriété, par les rapports de voisinage et surtout par les services devant être accomplis en commun. Le rôle de ces sociétés dans l'exploitation de la propriété alpestre présente quelque analogie avec la gestion des biens bourgeois par une minorité de villageois: l'égoïsme n'en fut pas toujours absent. Toujours est-il que ces associations assumèrent les charges d'entretien des chemins alpestres. Ainsi en est-il de l'association des propriétaires du Gros-Mont, rière Charmey². Elle dispose en 1846 de deux gouverneurs pour «l'escalier» qui conduit à ses alpages et lève des tailles pour les frais occasionnés par leur réfection³.

Il faut bien constater que le régime libéral n'apporta guère de solution aux difficultés des voies de communications en zone alpestre. Il ne soulagea pas davantage les producteurs de cette région par un allègement des péages. En effet, la nouvelle loi du 30 novembre 1840 dont le but était de faciliter la circulation des produits indigènes maintint des discriminations. A l'article 35, on trouvait,

¹ Exemples: Tractations entre Châtel-St-Denis et les propriétaires des Paccots et de Bon Riau (*Feuille officielle* des 6 août 1844 et 17 décembre 1846, n° 32 et 51); négociations entre Cerniat et les propriétaires de montagnes sur son territoire (*Feuille officielle* du 15 avril 1847, n° 9).

² L'assemblée convoquée le 30 avril 1840 l'a été sous la signature de Joseph Pasquier dit Dessous de Maules, au nom des frères Gendre de Fribourg et de Joseph Rime de Charmey. *Feuille officielle* de 1840 (n° 15).

³ *Ibidem*, du 22 octobre et 19 novembre 1846 (n° 43 et 45).

sous forme d'exception, un droit de sortie sur les fourrages, pailles et engrais de 15 rappes par collier et sur les fromages de 2 rappes $\frac{1}{2}$ par quintal¹. Après 1848, ces droits seront supprimés progressivement. Toutefois, les communes de montagne conservaient des motifs de grief puisqu'elles devaient assumer les frais des chemins alpestres tout en ayant perdu leur traditionnel droit de pesage sur les fromages, devenu contraire à la constitution fédérale².

c) *L'échec de la législation commerciale*

Un des effets majeurs de la défaite des libéraux par les conservateurs vers la fin des années 1830 a été d'entraver le développement d'une politique d'aide au commerce cantonal qui réclamait des institutions appropriées; l'indice le plus typique de ce revirement et de l'échec qui s'ensuivit est fourni par la Chambre de commerce. Dès 1829, pour désarmer les griefs de l'opposition libérale, surtout active dans les villes de Bulle, Romont et Morat³, le régime patricien avait pris un arrêté établissant une chambre de commerce qui ne put entrer en fonction immédiatement. Aussi de nombreuses pétitions adressées par les communes fribourgeoises à la fin de 1830 firent-elles état de l'absence d'industrie et du marasme du commerce. A propos de l'incompatibilité entre la charge de membre du Petit Conseil et la pratique de l'industrie, l'une d'elles s'indignait :

« Comment, est-ce bien en Suisse, dans un pays pauvre par lui-même et au 19^e siècle qu'on établit de tels principes? Ne croirait-on pas entendre les grands seigneurs d'une puissante monarchie qui craignent de déroger et parlent avec dédain des fortunes de commerce. Mais non. Les grandes monarchies reconnaissent et proclament la nécessité de l'industrie. Elles ont des ministres spéciaux du commerce et le canton de Fribourg ne pourrait avoir

¹ *Bulletin des lois 1839-1840* (18) pp. 145-162.

² AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1853*, p. 569.

³ Une Société de commerce — la première du canton — sera fondée dans cette dernière ville en 1833. AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1845*, p. 337 (rappel).

un seul commerçant dans son Conseil d'Etat ? Faut-il s'étonner s'il lui manque tant d'établissements utiles et s'il ignore encore les véritables sources de la prospérité publique ? »¹

Bien que les procès-verbaux de la commission constitutionnelle et de la constituante reflètent le souci alors général de favoriser le développement du commerce dans le canton, la nouvelle charte ne reconnaît ni ne garantit la liberté du commerce et de l'industrie. Toutefois le Conseil d'Etat formé de libéraux, dont un certain nombre étaient partisans de «l'industrialisme», prit, le 1^{er} juillet 1831, un décret relatif à la confection d'un code de commerce². A la fin de 1834, à la suite d'une motion acceptée en Grand Conseil le 14 novembre, l'exécutif chargea la Chambre de commerce, qui avait été constituée entretemps, de préparer une loi «pour garantir le libre exercice des arts, métiers et branches d'industrie»³. Le 11 mai 1836, la chambre soumettait au Conseil d'Etat deux projets de loi. Il se détermina pour celui «qui tout en proclamant la liberté du commerce et de l'industrie maintenait de larges restrictions»⁴, renvoyant à des lois spéciales le développement de cette matière. Cette tactique dilatoire ne réussit même pas à sauver le projet. En effet, les défenseurs des priviléges traditionnels semblent avoir été plus forts que les partisans du progrès économique puisqu'en juillet de la même année, les débats en première lecture aboutirent à un renvoi pur et simple du projet⁵. La majorité agricole du Grand Conseil fut manœuvrée par les partisans de l'ancien ordre de choses qui revenaient en force.

C'est la raison apparente pour laquelle la Chambre de commerce abandonna le projet de loi générale pour essayer de faire triompher le code de commerce. Une esquisse de ce dernier fut soumis à deux débats successifs au Grand Conseil, les 26 novem-

¹ Cité par P. Aeby: *La Constitution du canton de Fribourg de janvier 1831*. Annales fribourgeoises 1930 (XVIII), p. 196.

² *Bulletin des lois 1831* (XIV), p. 7.

³ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1834*, p. 709.

⁴ *Ibidem 1836*, p. 239.

⁵ *Ibidem 1836*, p. 349.

bre 1840¹ et 27 mai 1841². Ils furent également négatifs sur le fond et n'aboutirent qu'à un artifice de procédure: la mission confiée en 1831 à la commission de législation civile fut transférée à la Chambre de commerce qui venait d'être réorganisée. En effet, par un décret du 3 juin 1840, le Grand Conseil suivit les propositions du Conseil d'Etat: la chambre se composerait dorénavant de six membres effectifs «choisis dans les rangs du commerce ou de l'industrie» et de six autres correspondants «chargés de lui transmettre tous les renseignements qui peuvent lui être nécessaires». Cette «académie» était placée sous la présidence d'un conseiller d'Etat et dotée d'un crédit de 500 fr. pour «frais de correspondance et achat de livres, etc.»³

Mais le Grand Conseil, où ne siégeaient que très peu de représentants du commerce et de l'industrie, était de moins en moins disposé à suivre ses avis et à changer les structures économiques cantonales⁴. Aussi la chambre se contenta-t-elle d'émettre des opinions sur les initiatives des cantons qui, plus dynamiques, saisissaient la Diète ou le Vorort. C'est ainsi que le 27 mai 1842, elle donna son approbation à la proposition zurichoise d'une «enquête commerciale» faite pour s'assurer

« si le principe du libre commerce qui a été suivi jusqu'ici n'est pas dans le cas d'être modifié et s'il n'y a pas lieu de recourir à un système dit de protection soit de douanes »⁵.

Le Conseil d'Etat se borna à enregistrer le vœu et à le transmettre à la députation en Diète⁶.

¹ AEF *Protocole des délibérations du Grand Conseil 1839-1842*, pp. 367-368.

² *Ibidem 1839-1842*, p. 444.

³ *Bulletin des lois 1839-1840* (XVIII), pp. 96-97.

⁴ Dans un article publié dans *Le Narrateur fribourgeois* du 4 mars 1842 (n° 18), Passalli signale ce fait qui explique, à son avis, le peu d'enthousiasme à promouvoir une politique financière cantonale.

⁵ AEF *Chemise du Conseil d'Etat 1842*.

⁶ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1842*, p. 219.

2^o *Les tentatives sur le plan fédéral*

a) *Impossibilité d'une réforme profonde*

Pendant que le canton perdait un temps précieux à refuser d'organiser et de développer son commerce, l'évolution se poursuivait sur le plan national. En effet, la formation des unions douanières allemandes avait relayé le protectionnisme français dans les préoccupations du Vorort et des milieux industriels alémaniques. Zellweger ayant repris ses études vit ses propositions agréées par la conférence de mars 1833 sur les douanes intérieures. On décida alors de procéder par voie concordataire pour réduire les droits de transit à 0,75 ct. par quintal et par heure¹. Fribourg adhéra au mouvement conduit par Zurich, obtenant même un tarif spécial sur certains trajets en raison de la charge que représentait son réseau routier. Mais, devant le veto bernois, le gouvernement fit machine arrière.

En 1839, la révision du concordat sur la taxe frontière échoua à son tour; divers cantons édictèrent des mesures sur la circulation des produits, particulièrement Berne qui aspirait visiblement à jouer le rôle de la Prusse en Allemagne. Deux blocs concordataires se formèrent au début des années 1840: l'un à l'Est autour de Zurich, tourné vers l'Allemagne et l'Autriche; l'autre sous la direction de Berne pour les cantons intéressés par le commerce avec la France et le Piémont. Quoique gravitant dans l'orbite de son puissant voisin, Fribourg ne partageait pas toujours les vues des cantons frontières de Suisse romande. On en trouve une trace dès 1838, lorsque Neuchâtel, soucieux de ses échanges avec l'étranger, rompit une lance en faveur de la liberté de commerce. Dans une lettre au Conseil diplomatique, L. Chollet, intendant cantonal des péages, déconseillait d'appuyer l'initiative sans renoncer pour autant à démêler l'imbroglio des relations intercantonales. Il concluait ainsi:

¹ Vogel: *op. cit.* p. 6.

« Mais quelle est l'allure diplomatique à prendre pour obtenir ce but et justifier le changement de système ? j'avoue que la question est hors de ma portée, elle est aussi heureusement hors de mon ressort »¹.

Cette attitude passive illustre bien la tendance générale d'un canton qui se tournait de plus en plus vers les affaires politiques et les questions religieuses. La crise des années 1840 confirmera son isolement. A la veille de la fondation de l'Etat fédéral, Fribourg n'assiste pas à la conférence d'Aarau (septembre-octobre 1847) : expliquée par la crise du Sonderbund, son absence est à rattacher à celle d'autres cantons romands qui commercent avec l'étranger, tels Genève, Neuchâtel et surtout Vaud².

b) Amorce de revirement dans les rapports avec l'étranger

Les conditions difficiles dans lesquelles se trouvait le commerce extérieur suisse — et donc fribourgeois — à la fin du premier tiers du siècle ne se sont modifiées que très lentement. En 1836, la présence de Mazzini en Suisse entraîne une crise diplomatique dont les incidences sur le plan économique rappellent fâcheusement les procédés napoléoniens. La note remise par l'ambassadeur de France au président de la Diète, en date du 16 juillet, n'ayant produit l'effet escompté par Paris, Thiers l'appuie par «une lettre comminatoire à Montebello dans laquelle il menaçait la Suisse d'un blocus hermétique à l'égard des personnes et des marchandises³.»

Toutefois, au début des années 1840, l'évolution de la Grande-Bretagne vers le libre-échange commence à faire école sur le continent : la confiance dans l'efficacité des droits protecteurs diminue rapidement ; on vient progressivement à l'idée de conclure des traités de commerce sur la base de concessions réciproques. L'Europe entre progressivement dans «l'ère des tarifs conventionnels⁴.»

Le premier émule de l'Angleterre fut le Piémont-Sardaigne.

¹ AEF *Procès-verbal et correspondance du Conseil diplomatique 1838-1841* (lettre du 13 mai 1838).

² Vogel: *op. cit.* p. 67. Cf. également les travaux de A. von Gonzenbach.

³ J. Dierauer: *Histoire de la Confédération suisse. 1815-1848* T.V., p. 117.

⁴ H. Wartmann: *Industrie et Commerce*, dans P. Seippel: *La Suisse au XIX^e siècle*. Lausanne et Berne 1901, T. III, pp. 136-139.

Le royaume s'était résigné en 1824 au système des droits prohibitifs. Sous l'impulsion de Cavour converti aux idées de Cobden, Turin abaissa en 1843 ses tarifs douaniers de sa propre initiative. Pour le fromage, le droit diminua environ de moitié. A leur tour, deux ans plus tard, les Pays-Bas désarmèrent leurs tarifs qui visaient surtout les cotonnades suisses désormais frappées d'une simple taxe *ad valorem* de 6 %¹. Toutefois les produits suisses importés restaient soumis au régime du certificat d'origine et le premier consulat suisse en pays batave — à Rotterdam — n'était encore qu'un projet².

c) *L'abolition de la traite foraine*

Cette autre mesure libératoire de la circulation des hommes a joué un rôle moins important à Fribourg que dans les cantons-frontières ou les Etats à forte émigration marchande. La traite foraine consistait, rappelons-le, d'abord en l'impôt dû par un bourgeois sur sa fortune lorsqu'il renonçait à son droit de bourgeoisie ou quittait sa patrie; elle devint ensuite un droit successoral lié au déplacement d'une fortune mobilière ou immobilière. Cet impôt avait été aboli entre les cantons, dont certains avaient déjà passé des accords de réciprocité, sous la République helvétique et le Pacte de 1815 maintint cette suppression³.

Durant la Régénération, la multiplication des traités d'établissement amena progressivement la disparition de la traite foraine. Fribourg ne prit pas d'initiative en la matière et se contenta de suivre le mouvement amorcé par la Diète durant les années 1830 et dont l'accent porta en priorité sur les Etats allemands en relation avec le développement des unions douanières. Les traités d'abolition se sont rapidement multipliés; mentionnons les conventions passées avec les Etats importants dans les relations extérieures de la Suisse: royaume des Pays-Bas (1836)⁴, empire d'Autriche

¹ Le traité de commerce hollandais-suisse avait été résilié dès le 1^{er} janvier.

² 1842. *Bulletin des lois 1841-1842* (XIX), p. 150.

³ AEF *Registre de délibérations du Conseil d'Etat 1846*, p. 34, 570.

⁵ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1836*, pp. 96, 447.

(excepté la Hongrie et la Transylvanie) (1837)¹, principauté de Liechtenstein (1838)², royaume de Belgique, grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (1839)³, Royaume-Uni, grand-duché de Bade, ville de Francfort (1840)⁴, royaume d'Espagne (1841)⁵.

Le plus grand nombre de ces conventions n'intéressaient pas directement le canton de Fribourg et la ratification fut accordée sans difficultés. Cependant, dans un cas au moins, le gouvernement essaya de défendre, par le biais de la traite foraine, des intérêts qu'il estimait gravement lésés. En 1827, le royaume de Piémont-Sardaigne et la Suisse avaient conclu pour dix ans un traité au sujet des établissements réciproques; l'accord était beaucoup plus favorable aux Sardes qui affluèrent aussitôt en Suisse romande qu'aux Suisses franchissant les Alpes et le Léman en nombre assez élevé. Lorsque, le délai de renouvellement approchant, le Vorort qui était alors Berne décida d'entamer des négociations, la plupart des cantons intervinrent pour obtenir en contrepartie des abattements sur les droits d'entrée frappant les marchandises suisses, droits qui avaient été peu auparavant encore élevés. Fribourg se fit particulièrement pressant pour défendre ses fromages. Sa démarche se heurta à un refus et le gouvernement donna à la députation en Diète pour la session de 1837 des instructions impératives visant à lier les deux objets⁶. Mais Lucerne, canton Vorort, ne donna pas suite à cette exigence et le traité fut purement et simplement renouvelé en août 1837. Cet échec causa un vif mécontentement au Conseil d'Etat qui était justement harcelé par les milieux commerçants qui représentaient le principal soutien du libéralisme fribourgeois⁷.

¹ *Ibidem* 1837, p. 79.

² *Ibidem* 1839, p. 265.

³ *Ibidem* 1839, pp. 425-6, 429.

⁴ *Ibidem* 1840, pp. 140, 602.

⁵ *Ibidem* 1841, pp. 102-103.

⁶ AEF *Chemises du Grand Conseil 1837: Instructions pour la députation en Diète, n° 46: Rapports entre la Suisse et les Etats du Roi de Sardaigne au sujet des établissements réciproques.*

⁷ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1834*, p. 80.

3^o *Le marasme du commerce de fromages avant 1848*

a) *L'insuccès du gouvernement en matière de commerce extérieur*

Pour mesurer de façon simple l'échec relatif du libéralisme en ce qui touche le commerce des fromages, il suffit en théorie d'examiner le mouvement des exportations. Malheureusement, pour la période 1837-1847 pas plus que pour la décennie précédente, on ne dispose de données précises, même lacunaires. L'historien se trouve donc réduit à utiliser des témoignages indirects qui sont de deux ordres: les démarches du gouvernement en faveur du commerce extérieur; les mesures indirectes d'aide à l'économie alpestre qu'il a pu prendre.

On a vu qu'au début des années 1830, la Suisse était entourée de pays protectionnistes. Il est évident que le nouveau régime fribourgeois a d'abord espéré un geste de la Monarchie de juillet dont l'avènement avait suscité de grands espoirs chez les libéraux suisses. A la fin de 1833, le Directoire fédéral avise les cantons qu'il a repris ses démarches auprès de la France

« pour obtenir une diminution sur les droits d'introduction ...des fromages et des bestiaux et sur le transit de la paille »¹.

Le gouvernement fribourgeois ne réagit pas: il attend toujours une réponse à son mémoire de l'année précédente. Le 30 juin 1834 cependant, les autorités de Neuchâtel avertissent Fribourg qu'elles insisteront à la session de la Diète pour que des démarches soient renouvelées à Paris. Cette intervention d'un canton dont les intérêts sont à la fois solidaires et concurrents de ceux de Fribourg — de nombreuses vaches alpencent dans le Jura² où des fromagers saisonniers fabriquent du « gruyère » — est soutenue par les députés

¹ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1834*, p. 80.

² De fréquentes transactions de bétail ont lieu entre fruitiers neuchâtelois et paysans fribourgeois. Ainsi cette vente de 40 vaches faite à Misery par Christe Ramseyer, fruitier à la Grand-Joux, le 3 octobre 1833. *Feuille officielle 1833*, n° 39, p. 1.

sur les instructions du Conseil d'Etat¹. Au mois d'août, l'ambassadeur de France fait savoir

« que la majeure partie des modifications au règlement des douanes de France promis en faveur du commerce suisse, ont été réellement introduites »².

Toutefois fromages et pailles qui intéressent Fribourg demeurent dans les exceptions. Le canton enregistre de même avec un vif déplaisir le refus concernant le libre transit du bétail et du fromage en direction des Etats d'Amérique³. De même, en direction de la Sardaigne, des tentatives analogues échouent en 1836⁴, 1838⁵ et 1840⁶ qui visaient à obtenir l'abaissement des droits prohibitifs.

Aussi ne doit-on pas s'étonner de voir en mars 1837 les commerçants de Bulle et de Fribourg adresser au Conseil d'Etat, à l'instar de leurs homologues suisses, des pétitions réclamant la rupture des relations avec la France⁷ et une association avec le Zollverein en guise de représailles. Ni la Chambre de commerce ni le Conseil d'Etat ne jugèrent bon d'entrer dans ces vues⁸. Dans cette perspective, on peut admettre que le traité de commerce passé le 23 mai 1840 avec les Pays-Bas ouvrait une première brèche dans le système protectionniste. Son art. 2 replaçait non seulement les textiles sous le régime de la taxe *ad valorem*, comme on l'a déjà vu, mais accordait aux produits agricoles suisses l'entrée aux Indes néerlandaises, selon la clause de la nation la plus favorisée⁹. Si, pour le fromage, produit typique de la Hollande, la concession fut

¹ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1834*, pp. 448-449.

² AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1834*, p. 552.

³ *Ibidem* 1834, p. 59 (préavis du Conseil des finances à une démarche du Directoire).

⁴ *Ibidem* 1836, p. 631.

⁵ *Ibidem* 1838, p. 116 (Démarche du Conseil d'Etat auprès du Directoire).

⁶ *Ibidem* 1840, p. 466 (Nouvelle réponse négative de la sardaigne).

⁷ Leur réception est notée au *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1837*, (pp. 112 et 160) qui les transmet pour étude au Conseil diplomatique, le 8 mars 1837 ; les dossiers de cette instance ne contiennent malheureusement rien au sujet de ces intéressants documents dont nous n'avons pas même pu retrouver le texte.

⁸ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1837*, p. 257.

⁹ *Bulletin des lois 1839-1840* (XVIII), pp. 175-180

toute théorique, la libéralisation n'en gagna pas moins du terrain dans le domaine des produits agricoles qui avait déclenché en 1815 le réflexe protectionniste.

b) Mesures indirectes d'aide à l'économie alpestre

Si le gouvernement échoue dans sa politique commerciale, sur le plan cantonal et dans les rapports avec l'extérieur, du moins faut-il mettre à son actif plusieurs mesures favorables à l'agriculture dans son ensemble sans qu'il soit toujours possible de savoir si ce sont les difficultés de l'économie alpestre qui les ont provoquées. Tout d'abord le régime de 1830 maintient les primes d'encouragement à l'amélioration des races bovines, car il s'agit de démontrer qu'

« un gouvernement élu par le peuple (n'est pas) dénué d'hommes capables de comprendre et de vouloir la prospérité agricole »¹.

Aussi les foires de Bulle connaissent-elles un succès croissant au tournant de 1840, d'autant plus que le Grand Conseil a édicté une loi sur la garantie à l'égard des animaux vendus² et que les primes aux taureaux ont été constamment augmentées³, ce qui se répercute sur le nombre des têtes vendues et du prix de l'unité. Après les mauvaises années — 1839 et 1840 ont entraîné de sévères pertes à la suite des épidémies — les foires de 1841 marquent une apogée. La traditionnelle foire de la Saint-Denis à Bulle voit accourir des acheteurs d'Italie, d'Allemagne et de toutes les régions de la France; un grand nombre de pièces vendues — environ 700 — dépassent le prix de 20 louis d'or; les journaux signalent même le record de 22 louis atteint par une vache. D'ailleurs la municipalité n'a épargné aucun effort pour faciliter les ventes, aménageant une

¹ *Journal du canton de Fribourg* du 1^{er} mars 1831 (n^o 17).

² L'avant-projet est publié dans le *Journal du canton de Fribourg* du 5 novembre 1833 (n^o 89).

³ Voir les comptes-rendus du Conseil d'Etat de 1834 et années suivantes, ainsi que les rapports des préfets (celui de Bulle pour 1844 constate que les primes améliorent les « formes » du bétail, ce qui élève les prix, *op. cit.* p. 10).

place à l'instar des villes de Berne et de Morat¹. Dans les années qui suivent, le mouvement du bétail exporté recule en raison des événements politiques : pour 1844, il est encore de 3000 têtes de gros bétail et 8000 de petit bétail².

La lutte contre les épizooties constitue une autre mesure d'aide indirecte à l'économie fromagère encore qu'elle profite plus directement au commerce du bétail sévèrement touché en cas de « mise sous barre ». Si les épizooties sont moins fréquentes que pendant la Restauration, elles frappent plus lourdement. La surlangue et le piétain se manifestent encore en 1833 dans le district de Morat en provenance de Berne³ et de nouveau en 1845-46⁴. La grande catastrophe est produite par l'apparition de la péripneumonie gangreneuse en Gruyère dans les années 1839 et surtout 1840. Parti des alpages de Grandvillard, le fléau se répand très rapidement vers la plaine en raison de l'obstination des teneurs de montagne à éluder les mesures sanitaires. Selon le rapport du préfet de Gruyères qui conduisit la lutte en 1840, la transhumance des troupeaux a favorisé la diffusion du mal. Aussi le Grand Conseil est-il obligé à l'automne de réagir par des abattages massifs⁵. Toute exportation est suspendue pendant deux ans et le troupeau gruyérien subit une sérieuse diminution.

On mesure l'effet de ces épizooties sur la production du fromage quand on la voit tomber en dessous de 20 000 quintaux a.t. en 1840-1841. Pour les quatre années 1839-1842, le manque à gagner peut être évalué à environ 1 million et demi de fr. Aussi, lorsque la péripneumonie gangreneuse reparaît dans les districts de la Broye vaudoise en 1847, le Conseil d'Etat met-il la barre et ordonne-t-il un recensement du bétail pour empêcher les trans-

¹ AEF *Rapport du Préfet du district de Bulle [Dupasquier] pour 1844*, p. 10 ; *Le Narrateur fribourgeois* du 19 octobre 1841 (n° 84).

² *Ibidem*, du 30 janvier 1846 (n° 8).

³ *Le Journal du canton de Fribourg* du 24 décembre 1833 (n° 103) ; *L'Ami du progrès* des 17, 24 et 31 janvier 1834 (n° 3, 4 et 5).

⁴ *Le Narrateur fribourgeois* des 10 octobre 1845 (n° 81) et 5 mai 1846 (n° 36).

⁵ AEF *Rapports du préfet de Gruyères [Thorin] pour 1839 et 1840*, p. 14 sq.

actions en fraude¹. Berne et Vaud répliquent par des mesures de rétorsion qu'il faut expliquer également, semble-t-il, par la crise du Sonderbund². Pendant quelques années, les foires fribourgeoises se trouvent désertées, jusqu'à ce que le conflit s'apaise avec le changement de régime; *Le Narrateur fribourgeois* fait observer non sans malice:

« La soumission de Fribourg à l'autorité fédérale fit tomber toutes les barrières. Les épizooties parurent même s'éteindre avec les haines intercantonales, et les barres de bétail furent successivement levées sur plusieurs points »³.

Mais le virus n'a pas de couleur politique puisque le fléau reparaît en février 1848 à Echarlens⁴. La presse de la Régénération est remplie d'articles sur la mortalité excessive du bétail et les moyens d'y parer. Pour le canton, le principe d'une assurance facultative du bétail est à l'ordre du jour, seulement depuis 1845. Hubert Charles publie une suite d'études dans *Le Narrateur fribourgeois* de cette année-là d'où il ressort que de 1831 à 1841 environ 360 vaches ont péri chaque année sur un total de 45 à 50 000 pièces et que le bétail de montagne est beaucoup plus exposé que celui de la plaine⁵.

Reste le problème délicat du sel qui est à la fois, une source d'impôt, un aliment indispensable à l'homme, un apport à la nourriture du bétail et un produit nécessaire à la fabrication du fromage. Selon Kuenlin, son prix a enregistré de nombreuses variations pour s'établir finalement en 1825 à 10 rappes la livre. Entre 1830 et 1848, plusieurs pétitions émanant surtout du district allemand en ont réclamé la réduction⁶. Le gouvernement opère alors ses achats en France et au Wurtemberg⁷, puis à Schweizerhalle.

¹ *Le Narrateur fribourgeois* des 25 février et 16 avril 1847 (n° 16 et 31).

² *Ibidem*, du 4 mai 1847 (n° 36).

³ *Le Narrateur fribourgeois* du 24 décembre 1847 (n° 103).

⁴ *Ibidem*, du 24 mars 1848 (n° 36).

⁵ *Ibidem*, des 27, 30 mai et 3 juin 1845 (n° 42, 43 et 44).

⁶ *Le Journal de Fribourg* des 18 janvier (n° 6) et 21 juin 1833 (n° 50).

⁷ *Le Courier fribourgeois* du 22 juin 1830 (n° 49).

Les demandes sont rejetées jusqu'au 1^{er} janvier 1846, date à laquelle le sel est abaissé à 3 kreutzer la livre¹. Dans les réclamations, il n'est jamais fait allusion aux intérêts de la production fromagère. C'est ainsi que Savary, qui rompt en 1837 une lance en faveur de l'abaissement du prix, cite comme arguments l'augmentation de la consommation domestique, la cessation de la contrebande avec Berne et le perfectionnement des races bovines².

Dans ces mesures d'encouragement indirect, il apparaît clairement que la défense de l'agriculture en général préoccupe le gouvernement, non celle de l'économie fromagère alpestre. On retrouve le même thème chez Savary³. En 1845, *Le Narrateur fribourgeois* publie un article intéressant sur les «industries agricoles». Selon l'auteur, une seule est prospère : l'éducation du bétail

« parce que le pouvoir l'a patronnée en établissant des primes d'encouragement et en stimulant l'amour-propre et l'intérêt des agriculteurs »⁴.

Délaissée par le gouvernement, la production des fromages décline. Non qu'on fabrique trop comme le prétendent certains, mais parce qu'on fabrique «mal». Aussi des remèdes sont-ils proposés — commission de spécialistes, introduction du thermomètre, pour améliorer la fabrication, création de patentes obligatoires pour les fromagers, institution de primes d'encouragement — mais le débat demeure encore académique. Pas plus qu'en 1814, les pouvoirs publics ne cherchent pratiquement à résoudre le problème avant 1848.

¹ *Bulletin des lois 1843-1845* (XX), p. 245.

² *Mémoire adressé au Grand Conseil, le 20 mars 1837*, p. 16.

³ *Ibidem*, p. 18.

⁴ *Le Narrateur fribourgeois* du 28 mars 1845 (n^o 23).

B. L'évolution de la production

1^o Les données quantitatives

a) Le cheptel et le lait

La publication des comptes-rendus du Conseil d'Etat au Grand Conseil, à partir de 1838, marque l'entrée de l'agriculture fribourgeoise dans l'ère de la statistique. Dès lors, l'administration qui élabore ces données chiffrées suit régulièrement leur mouvement et les utilise pour fonder ses commentaires et ses revendications tout en étant bien sensible au fait qu'elles restent imprécises et même incomplètes¹. Les statistiques sont également employées pour répondre aux enquêtes du Vorort, puis de la nouvelle administration fédérale après 1848². Il est donc permis d'en dégager les grandes lignes de l'évolution durant le deuxième tiers du XIX^e siècle et dans les décennies ultérieures.

Pendant cette période, la physionomie générale du cheptel fribourgeois se modifie assez sensiblement :

	1838	1851	1867 ³	Augmentation ou diminution (en %)
Bovins	46 412	46 203	53 292	+ 14,8
(dont vaches)	(25 866)	(26 284)	(29 082)	(+ 12,4)
Equins	10 564	9 749	8 538	— 19,2
Ovins	28 419	21 933	20 007	— 29,6
Caprins	7 904	9 039	9 216	+ 16,6
Porcins	18 950	15 637	22 082	+ 16,5

¹ C'est ainsi que les comptes-rendus ne se prononcent jamais clairement sur la statistique de la production laitière et partant sur celle du fromage. A plusieurs reprises, on laisse entendre que les alpages ne sont pas compris dans les chiffres officiels, ou le sont de façon incomplète. Cf. *Compte-rendu du Conseil d'Etat* 1863, p. 30.

² AF Berne *Eidgenössisches Tagsatzungsarchiv 1803-1848*, N° 1868: Fribourg 17 mai 1843. Le *Compte-rendu* de 1864, p. 35 annonce l'envoi d'une statistique au département fédéral de l'Intérieur.

³ Pour 1838 et 1851, les chiffres sont repris du *Compte-rendu du Conseil d'Etat*, pour 1867, ce sont les données de Ræmy de Bertigny; *Mémoires*, p. 314.

Le recul des chevaux et des moutons illustre bien la modernisation de l'agriculture, surtout en plaine. L'essor de l'élevage du porc est lié étroitement à celui de l'économie laitière dans le canton entier. Quant aux bovins, leur nombre demeure stationnaire durant les années 1840 pour augmenter fortement au cours des décennies suivantes. L'accroissement est très fort pour les génisses — environ un tiers — qui sont élevées pour la vente à l'extérieur plus que pour la consommation de viande, prélevée sur les bêtes âgées. Le troupeau des vaches, qui sont quasiment toutes des laitières, augmente plus lentement: le gain total ne dépasse pas un sixième. Quant à la statistique de la production laitière, elle est trop lacunaire et trop tardive pour être prise ici en considération: en 1865 seulement, on voit apparaître les premières données dans le compte-rendu officiel; encore sont-elles incomplètes.

A partir de 1852, la statistique cantonale donne la répartition du bétail par districts. Toutes les régions participent à l'expansion mais à un rythme fort différent. Alors que la Broye et la Glâne ont, en 1867, à peu près le même nombre de vaches que quinze ans plus tôt, Le Lac, la Sarine et la Veveyse enregistrent un accroissement d'environ 10 %; la Singine elle dépasse le cinquième. En Gruyère, le taux d'augmentation est relativement bas: le troupeau a passé de 6090 unités en 1852 à 6593 en 1867, soit 9,8 % de plus, mais il faut noter des écarts significatifs puisque le chiffre le plus élevé est 7322 en 1865, niveau qui sera de nouveau atteint en 1868.

b) Le développement général de la production fromagère

Telle qu'elle apparaît dans les comptes-rendus officiels et à travers la presse, la production cantonale de fromage suit une courbe ascendante, marquée toutefois par de forts écarts de conjoncture. De 1838 à 1848, la statistique est incomplète et discontinue. Les données officielles de 1838 annoncent 32 467 quintaux sans prétendre à la rigueur¹; celles des années 1839-1841 sont en

¹ Dans tous les chiffres cités ci-après, il est question du quintal ancien à 50 livres.

fort déclin à cause des épizooties¹. Le compte-rendu de 1843 donne un total de 43 041 quintaux, chiffre qui peut être admis puisqu'il s'agit des meilleures années de la Régénération². La production fromagère alpestre atteint alors son apogée dans le second tiers du XIX^e siècle, sans retrouver le niveau maximum absolu atteint en 1825³.

A la suite des troubles politiques, la statistique cantonale s'interrompt jusqu'en 1848 pour redevenir régulière et complète après 1852. Le *trend* ascendant se dessine alors de façon nette jusqu'en 1865⁴. Partie de 34 082 quintaux a.t., la production cantonale atteint, par une hausse assez régulière, 41 885 quintaux en 1858. Entre 1858 et 1865, elle progresse en dents de scie avec des bas (1859: 36 325 q; 1862: 39 807 q; 1864: 45 040 q) et des pointes de plus en plus élevées (1861: 41 606 q; 1863: 47 642 q; 1865: 52 269 q). Ce dernier chiffre marque le maximum atteint durant la période. Les années 1866 et 1867 sont marquées par un recul très sensible : la production y est respectivement de 47 720 et 42 522 q. Cette crise entraîne une réaction gouvernementale et le vote d'une loi sur les fromageries, comme on le verra.

En comparant l'évolution du troupeau bovin et celle de la fabrication du fromage, on s'aperçoit que les deux courbes, indépendantes pendant les années 1850, tendent à un parallélisme sensible à partir de 1860⁵. Dans la première phase, il y a contraste entre l'augmentation régulière de la fabrication du fromage et l'accroissement beaucoup moins rapide du cheptel. Au niveau de la production cantonale, l'explication ne semble pas devoir être

¹ De plus, il y a des lacunes : en 1840, la statistique ne porte que sur huit districts ; en 1841 et 1842, sur sept. Cf. *Comptes-rendus* des années correspondantes, pp. 48, 50 et 47.

² *Compte-rendu du Conseil d'Etat 1843*, p. 46.

³ Selon la réponse du Petit Conseil à la Diète enquêtant sur les douanes, la production aurait été alors de 60 à 70 000 quintaux anciens, ce qui paraît surprenant.

⁴ *Tableau statistique de la production fromagère entre 1838 et 1870* (annexe 2) p. 90.

⁵ *Graphique comparatif de l'état du cheptel et de la production du fromage dans le canton (1852-1870)* (annexe 3) p. 91.

Tableau statistique de la production du fromage
entre 1848 et 1870

Annexe 2

1	2	3	4	5	6	7
1848	26.376	26	9.453	18	35.829	855.930
1849	25.708	27	6.665	20,15	32.373	828.287
1850	21.198	27,50	7.313	20	28.511	908.937
1851	24.970	37-40	9.320	30	34.290	1.265.000
1852	28.483	40	5.599	30	34.082	1.307.317
1853	26.360	41-46	5.969	33-37	32.329	1.390.000
1854	28.880	45-50	6.399	35-40	35.279	1.708.260
1855	33.354	46	7.665	36	40.019	1.837.263
1856	32.540	39-55	6.408	22-48	38.948	1.759.297
1857	33.342	50	6.461	39	39.813	1.921.074
1858	33.872	53	7.913	43	41.885	2.140.789
1859	30.513	55	5.812	45	36.325	1.939.736
1860	34.412	50	6.809	40	41.221	1.992.932
1861	34.495	50	7.112	40	41.607	2.009.215
1862	32.967	45	6.840	35	39.707	1.722.915
1863	40.549	51	7.093	38	47.642	2.337.533
1864	38.157	56	6.883	40	45.040	2.412.112
1865	44.996	48,50	7.274	34,50	52.270	2 622 994
1866	40.434	52,25	7.587	37	48.020	2.203.627
1867	36.069	51,75	6.453	39,65	42.522	2.127.227
1868	42.252	56,25	6.614	38,07	48.866	2.628.437
1869	44.815	59,15	6.097	41,58	50.912	2.904.660
1870	44.446	61,22	6.916	36.51	51.362	2.998.582

1 Année

2 Production de gras et mi-gras (en quintaux a. t.) pour le canton

3 Prix moyen (en fr.)

4 Production de maigre (en quintaux a. t.) pour le canton

5 Prix moyen (en fr.)

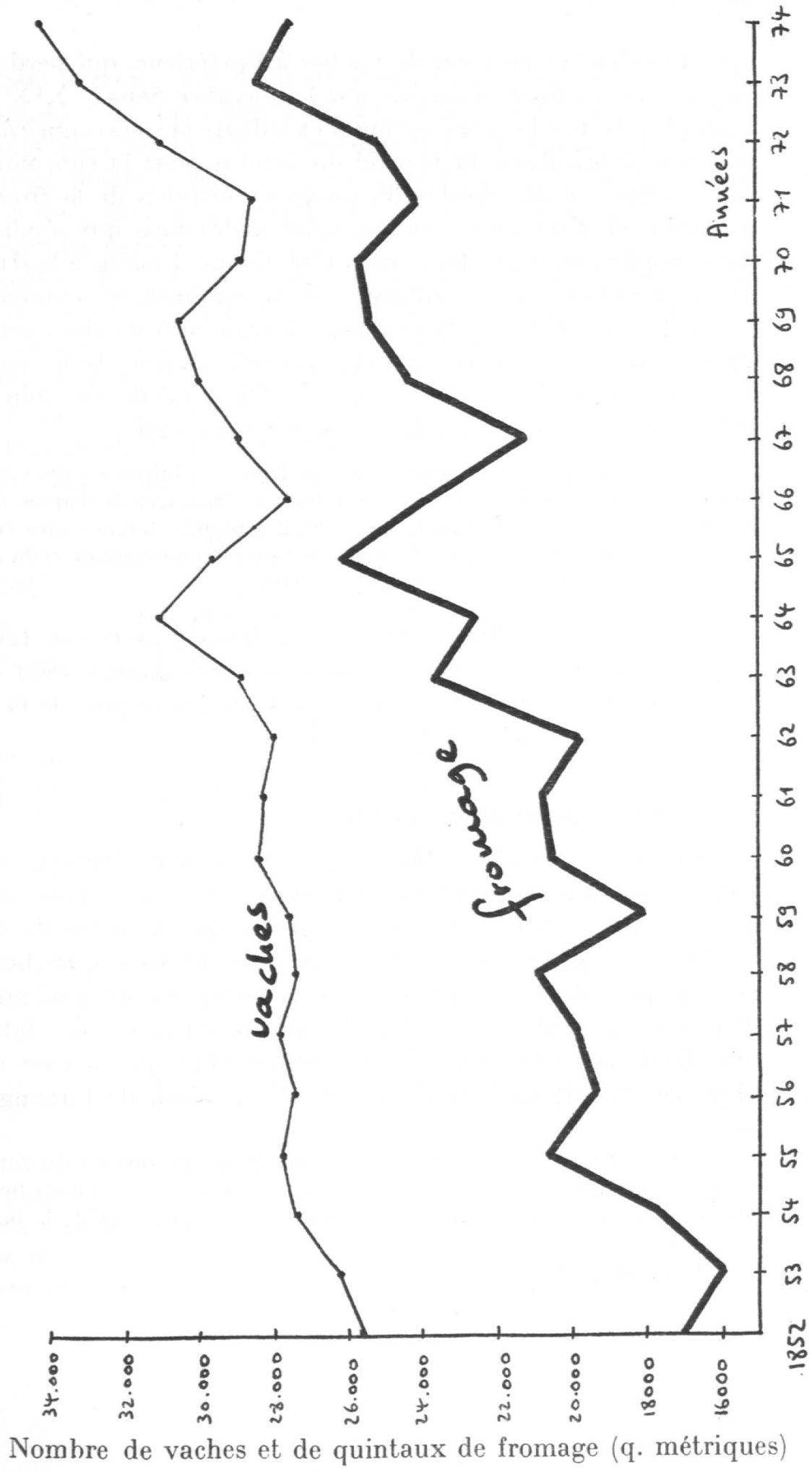
6 Production totale (en quintaux a. t.) pour le canton

7 Revenu total (en fr.)

Sources: *Comptes-rendus du Conseil d'Etat, années correspondantes.*

Elevage bovin et production fromagère, de 1852 à 1874,
dans le canton de Fribourg

Annexe 3



cherchée dans la location de vaches à l'extérieur, qui perd de son importance au fur et à mesure que l'on avance dans le XIX^e siècle, mais plutôt dans la mobilisation d'excédents laitiers naguère consacrés à la fabrication du beurre¹ ou vendus pour la consommation quotidienne, ce qui illustre les progrès constants de la fromagerie de plaine. En revanche, les quelques distorsions qui séparent les deux courbes au cours des années 1860 tiennent moins à la structure de la production qu'à l'influence de la conjoncture : comme on le verra, le revirement de la politique douanière française exerce une grande influence à partir de 1864. Toutefois, en utilisant cette statistique cantonale, il ne faut pas oublier qu'elle est loin d'être exhaustive ; le compte-rendu de 1863 le reconnaît :

« Nous ne donnons ici que l'état des fromages fabriqués dans les laiteries et fromageries constituées. Le produit des fromages fabriqués dans les montagnes par des particuliers, ne pourrait que difficilement être contrôlé. Cependant, on peut évaluer cette production comme égalant celle des fromageries publiques »².

Il nous paraît que cette dernière estimation est excessive. La situation de la fromagerie alpestre au milieu des années 1860 tend à démontrer que sa production ne représente guère plus de la moitié de celle qui est officiellement recensée.

c) *Recul de la fabrication alpestre*

Comme le gruyère d'origine est précisément fabriqué en majorité dans des fruiteries privées — les « chaudières » des alpages — l'analyse de l'évolution de sa production, au cours du deuxième tiers du XIX^e siècle, est encore plus malaisée que durant la période précédente où les estimations faites étaient généralement globales. On peut certes admettre que la variété a été fabriquée dans toute la partie française du canton, alors que la zone alémanique produisait déjà de l'emmenthal en raison de l'immigration

¹ A ce propos, on peut relever un témoignage intéressant du *Journal de Fribourg*, en date du 18 février 1862 (n° 21) : « On fera cette année beaucoup plus de beurre que les années précédentes : ce qui provient de la baisse du prix des fromages ».

² *Op. cit.* p. 30.

des laitiers bernois. Mais de nombreuses questions demeurent presque insolubles : la concurrence du bas a-t-elle stimulé ou découragé les producteurs du haut ? la propension à distinguer une variété de fromage maigre à côté du traditionnel fromage gras a-t-elle le seul fait des laiteries de plaine ? quelle a été l'importance de la fabrication du beurre ?

L'impression générale est que la production de montagne continue à perdre du terrain devant la fabrication de plaine. On peut le mesurer à plusieurs indices, même en se limitant aux données officielles. Tout d'abord en reprenant la distinction déjà opérée entre les parties haute¹, moyenne et basse du canton. La répartition de la production recensée entre ces trois zones pour quelques années-témoin donne les résultats suivants :

	1852	1865	1867
<i>Montagne</i>	en quintaux anciens et en % du total		
Gruyère	13 533 (39,6)	20 541 (39,2)	14 029 (33,0)
Veveyse	3 016	3 677	2 214
	16 569 (48,6)	24 218 (46,3)	16 243 (38,2)
<i>Zone moyenne</i>			
Singine	3 830	6 716	7 011
Sarine	5 739	8 169	6 341
Glâne	4 980	6 866	6 084
	14 549 (42,6)	21 751 (41,5)	19 436 (45,7)
<i>Partie basse</i>			
Broye	979	2 890	2 683
Lac	1 985	3 411	4 153
	2 964 (8,8)	6 301 (12,2)	6 835 (16,1)
Canton	34 082 (100,0)	52 270 (100,0)	42 522 (100,0)

¹ Comme il est impossible d'entrer dans le détail des communes alpines, on a retenu par convention les deux districts de la Gruyère et de la Veveyse. En effet, d'après le Compte-rendu de 1864 (p. 35) la statistique des alpages se présente de la manière suivante :

Les proportions entre la production de la région alpestre et celle des deux autres zones ne cessent de se modifier au détriment de la première. La montagne qui, en 1852, fournissait la moitié de la production cantonale ne contribue plus que pour deux cinquièmes en 1867. La zone moyenne tend à atteindre la moitié de l'ensemble : le développement est particulièrement net en Singine où la production de 1867 représente presque deux fois celle de 1852. Les progrès sont également très sensibles dans la partie basse qui double sa contribution dans la période retenue ici. La comparaison entre 1865, année de haute conjoncture, et 1867, année de crise, révèle, d'une part, que tous les districts profitent de la prospérité et que, d'autre part, les zones moyenne et basse résistent à la baisse.

La région la plus sensible aux sautes de la conjoncture reste donc les Préalpes et singulièrement la Gruyère. A cet égard, la courbe comparée de l'évolution du cheptel et du développement de la production est très explicite pour ce dernier district¹. Si l'on admet que sur les alpages, l'entretien d'une vache permet de fabriquer environ un quintal métrique de fromage gras par année l'analyse des deux courbes doit s'opérer selon deux schémas. En cas de prospérité, la courbe de la production forme « chapeau » par rapport à celle du bétail. L'amodiateur bénéficie probablement encore de l'apport de bétail transhumant, selon l'ancienne méthode d'entreprise, car un tel louage profite aux propriétaires de la plaine qui en retirent des bénéfices substantiels et qui ne sont pas obligés de

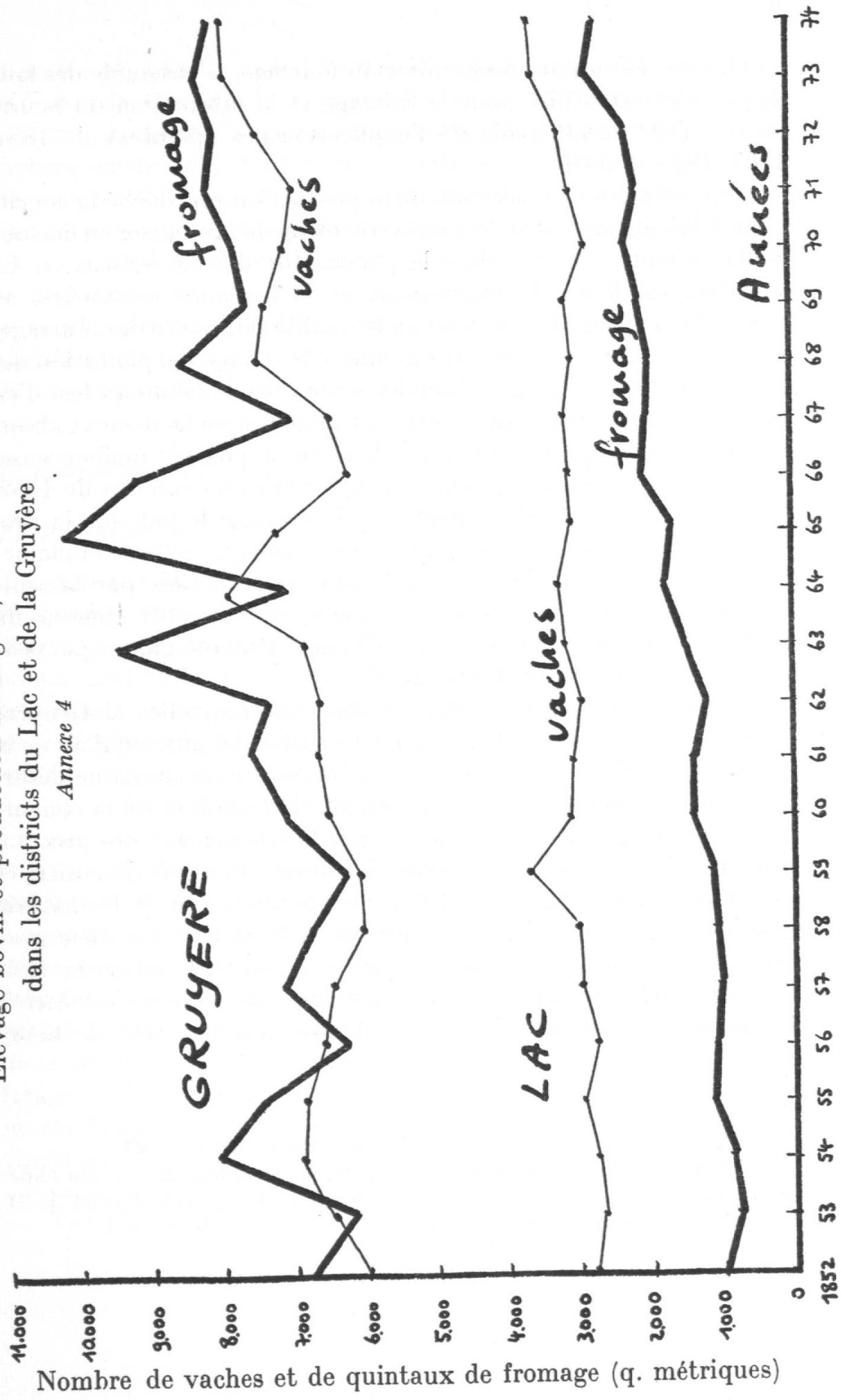
district de la Sarine	5 communes avec	107 pâquiers
district de la Singine	2 communes avec	358 pâquiers
district de la Gruyère	22 communes avec	7647 pâquiers
district de la Veveyse	2 communes avec	1332 pâquiers
Canton	31 communes	7944 pâquiers

On mesure le recul de l'économie alpestre, par rapport aux évaluations de Savary, qui recensait en 1813 le chiffre de 15 000 pâquiers. Si la Singine a été placée dans la partie moyenne, c'est également en raison de la variété de fromage qu'elle produit, différente de celle de la partie septentrionale du canton.

¹ Graphique du cheptel et de la production 1852-1870 pour la Gruyère et le Lac (annexe 4) p. 95.

Elevage bovin et production fromagère, de 1852 à 1874,
dans les districts du Lac et de la Gruyère

Annexe 4



vendre des bêtes pour économiser du fourrage. L'ensemble des laits disponibles est utilisé pour le fromage et la fabrication du beurre recule. Telle paraît avoir été l'explication des «pointes» de 1854, 1863, 1865 et 1868.

En revanche, la récession de la production rapproche la courbe de la fabrication et celle du cheptel ou même la fait passer en dessous de la seconde — c'est alors le phénomène dit des «ciseaux». La situation est liée à l'effondrement de la demande extérieure, au début de l'année; plus souvent «à la qualité inférieure des fourrages et à la disette du regain» qui raccourcit le temps d'exploitation des alpages et surtout oblige à liquider des pièces de bétail au lieu d'en louer¹. Les excédents laitiers, s'il y en a, sont alors facilement absorbés par la fabrication du beurre, dont on ne possède malheureusement aucune donnée. On peut expliquer ainsi les «creux» de 1852, 1856, 1859, 1864, 1867 et 1869. A cela s'ajoute le fait que la production alpestre est beaucoup plus concentrée que celle de la plaine: le contingent de la Gruyère est fourni pour un tiers par la seule commune de Charmey dont les alpages sont les plus étendus du canton; dans cette région, les conditions météorologiques peuvent exercer une influence déterminante².

Ce sont là les principales raisons pour lesquelles la Gruyère est plus sensible que n'importe quel autre district aux caprices de la conjoncture. En effet, sa production fromagère ne constitue désormais plus qu'un élément dans un ensemble complexe où la concurrence régionale commence à jouer, par le truchement des prix, un rôle aussi important que les facteurs externes de tarifs douaniers et de rivalité sur le plan suisse. Cette vulnérabilité de la fromagerie gruérienne apparaît clairement lorsqu'on la met en parallèle avec celle d'un district du bas, le Lac par exemple, où la même fabrication ne constitue qu'un élément secondaire de l'économie laitière³. La production annuelle moyenne de fromage par tête de bétail

¹ *Compte-rendu...* 1859, p. 124; *Compte-rendu...* 1866, p. 23.

² Selon le *Compte-rendu* de 1865, Charmey a fourni dans cette année 6453 quintaux de fromages gras sur un total de 18 464 pour le district (p. 31)

³ Voir graphique (annexe 4) p. 95.

recensée est, pour la période considérée, de 50 kg dans le Lac contre 110 dans la Gruyère, la moyenne cantonale s'établissant à 76 kg. Dès lors, le taux d'augmentation de la production dans les deux districts entre 1852 et 1874 est très différent : pour la Gruyère, il ne dépasse pas 21 % avec les écarts qui ont été déjà signalés ; dans le Lac en revanche, il finit par atteindre 174 %. Cette différence illustre clairement à qui profite finalement l'expansion accomplie dans le deuxième tiers du XIX^e siècle ; les sautes conjoncturelles ne peuvent masquer le déclin irrémédiable de l'ancienne fromagerie alpestre. Le diagnostic se confirme lorsqu'on examine les termes du rapport entre l'alpiculture du canton et son agriculture.

2^o *L'aggravation de la concurrence entre plaine et montagne*

a) *Poursuite de l'émigration des fruitiers montagnards*

A partir du milieu du XIX^e siècle, l'élément dynamique de la fromagerie fribourgeoise se situe en plaine, comme l'atteste le développement quantitatif de la production. Trois autres phénomènes confirment la situation nouvelle : l'émigration des fruitiers gruériens se poursuit et s'aggrave même ; les fromageries de plaine se multiplient ; les structures traditionnelles de l'économie alpestre sont de plus en plus critiquées.

Le chiffre total des fromagers en partance ne cesse d'augmenter, comme le révèle le livre des passeports¹. Entre 1835 et 1839, il y a 53 départs dont 45 pour la Gruyère. De 1840 à 1844, le total s'établit à 59, le chiffre pour la Gruyère étant de 42. Dans les cinq années de crise (1845-1849) qui suivent, les départs en provenance de la Gruyère bondissent à 74 sur un total de 90. Le chiffre se maintient dans les années 1850-1854 avec 71 départs de fromagers gruériens sur un effectif de 105. Il recule par la suite avec le retour de la prospérité pour remonter dans les «années noires». Une ventilation par classes d'âge pour deux années-témoin — 1835 et 1852 — révèle l'augmentation des départs dans les classes jeunes de la Gruyère :

¹ Statistique des départs de fromagers en 1835 et 1854. (Annexe 5) p. 99.

	1836	1862
jusqu'à 20 ans	2	4
21 - 30	5	16
31 - 40	6	6
41 - 59	5	8
60 et plus	3	1
Total:	21	35

En général, l'émigration jusqu'à 30 ans garde un caractère de formation professionnelle en même temps que de gain complémentaire: c'est également là qu'on trouve le plus de départs pour une saison¹. Au-dessus de 30 ans, il s'agit de fromagers qualifiés qui vont louer leurs services chaque année ou qui quittent le pays définitivement; parfois, on se trouve en présence d'une émigration de misère.

La destination des fromagers n'est plus exclusivement la France comme au début de la Monarchie de Juillet. Dans la phase 1845-1849, le courant vers les départements du Jura et de l'Est ne représente même qu'une majorité relative: 42 départs sur un total de 90. Le Piémont-Sardaigne attire désormais presque autant de monde puisqu'ils sont alors 25 à s'engager en Savoie et 7 au Piémont. La distinction entre l'émigration saisonnière, unique ou répétée, et le départ définitif devient de plus en plus difficile à établir. Voyons cependant le cas de 1860 pour quelques villages déjà étudiés dans les années 1830². Albeuve avait compté le nombre le plus élevé de fruitiers au recensement de 1811; il n'en a plus alors que 4 (2 fromagers et 2 fruitiers) bien qu'on n'y ait enregistré aucun départ pendant les années 1850: il y a dans ce cas reconversion à l'agriculture. Dans la plaine de Bulle et le Gibloux, le recul est non moins évident. A Vuadens qui détenait le maximum au recensement

¹ Selon *Le Narrateur fribourgeois* du 25 mai 1852 (n° 63), les fruitiers de Villarvolard revenus, pendant l'hiver, de Neuchâtel et de la Franche Comté se sont mis à faire des rouages de montre; leur bénéfice est de 3 fr. par jour.

² AEF *Recensement fédéral de 1860, district de la Gruyère.*

Départs des fromagers entre 1835 et 1854

Annexe 5

Année	Gruyère	Reste du canton ¹	Total	Total de départs
1835	20	2	22	369
1836	12	2	14	378
1837	5	2	7	358
1838	4	2	6	388
1839	4	—	4	430
1840	6	—	6	360
1841	8	1	9	418
1842	8	3	11	388
1843	12	3	15	401
1844	8	10	18	454
1845	16	3	19	445
1846	17	4	21	444
1847	14	1	15	487
1848	16	5	21	445
1849	11	3	14	568
1850	12	8	20	520
1851	18	8	26	494
1852	35	12	47	608
1853	4	4	8	434
1854	6	2	8	467
...				
1860	5	4	9	395
...				
1862	7	2	9	393

¹ La Veveyse ne fournit qu'un contingent très faible: 1 (1842), 1 (1843), 2 (1844), 1 (1848), 1 (1851), 2 (1852).

de 1839 — 41 fruitiers et fromagers — les départs ont été réguliers au cours de la précédente décennie, si bien qu'on se retrouve en 1860 avec le chiffre très bas de 6 fromagers et un fruitier. Dans l'ancien district de Corbières et surtout dans le val de Charmey, le mouvement semble inverse. La Roche compte en 1860, 9 fromagers — il y en avait 16 en 1834 mais aucun en 1839 — Hauteville 6, Cerniat 11 et Charmey 9, dont le plus jeune est âgé il est vrai de 35 ans. Pour cette zone également, il y eut des départs de jeunes dans les années 1850 mais la conjoncture est redevenue plus favorable à la branche.

b) Multiplication des fromageries de plaine

Le second indice permettant de mesurer les modifications survenues dans le rapport entre les fruiteries alpestres et les fromageries de plaine réside dans l'essaimage de celles-ci. Comme pour la période précédente, il est malaisé de repérer la fondation des associations. On trouve quelques rares exemples par les documents officiels: Gletterens (1839) dans la Broye; Misery (1842), Lourtigen (1845), Môtiers (1863), Courlevon (1867), Villarepos et Lugnorre-Haut-Vully (1869) pour le Lac. Dans la zone moyenne, apparaissent Estévenens (1843) dans la Glâne, Dirlaret (avant 1862) en Singine, Ecuvillens (avant 1849) dans la Sarine et Semsales (1851) en Veveyse. Pour la Gruyère, on a relevé les fondations suivantes en plaine: Sâles (1847), Vuippens (1863), Echarlens (1867). L'autorisation officielle permet de distinguer déjà deux types de sociétés: l'association fondée par la commune dont les biens s'intègrent au patrimoine de celle-ci et qui prélève sur ses recettes un montant destiné à amortir les capitaux engagés; la société de particuliers dont l'activité reste purement privée — c'est la forme la plus fréquente. Dans ce dernier cas, l'Etat ne donne son autorisation avant 1867 que si la création de l'association entraîne l'aliénation d'un terrain ou d'un bâtiment communal. Une exception cependant: la fromagerie de Misery est construite en 1842 grâce à un prêt de 1000 livres, consenti par le Conseil d'Etat

¹ AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1839*, pp. 158, 192. (cas d'un bâtiment mixte de fromagerie et d'école).

« sous la garantie solidaire des associés et de l'hypothèque du terrain à acheter et du bâtiment à construire »¹.

L'extension des fromageries de plaine reste donc l'affaire des communes et surtout des particuliers.

Aussi le *Compte-rendu du Conseil d'Etat* évoque-t-il rarement leur développement. Celui de 1866 replace le problème dans la question d'ensemble à la suite de la baisse de la production enregistrée par rapport à l'année précédente :

« Comme on le voit, il y a diminution sur la production et diminution sur le rendement. La première s'explique par la vente extraordinaire de bétail conséquence nécessaire de la disette de fourrages et le développement des laiteries qui prennent toujours plus d'extension, la seconde par la crise financière et alimentaire de l'année 1866 et l'infériorité de la fabrication qui depuis longtemps provoque la sollicitude des Sociétés agricoles et de commerçants suisses »².

Le *Compte-rendu* de 1868 répartit la production officielle entre 254 fruiteries et laiteries avant de conclure :

« Le fromage a été produit par environ 250 fruiteries et par les montagnes »³.

Cette approximation repose sur les indications recueillies à la suite de la promulgation de la loi du 16 mai 1867. En édictant un article 6 faisant devoir aux sociétés de fromagerie et de laiterie de soumettre leurs règlements à la sanction du Conseil d'Etat dans les trois ans qui suivent, le législateur a rendu possible un premier dénombrement. Le dépouillement du *Registre des délibérations du Conseil d'Etat* pendant les années 1868-1870 apporte des données quelque peu différentes des chiffres du *Compte-rendu*. Voici les deux répartitions par district :

¹ *Ibidem* 1842, p. 76.

² *Op. cit.* p. 25.

³ *Ibidem*.

	Compte-rendu de 1868	Registre des délibérations 1868-1870
Sarine	42	38
Singine	43	20
Lac	26	16
Gruyère	40	26
Glâne	46	43
Broye	29	29
Veveyse	22	18
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Canton	254	193

On peut en conclure que toutes les sociétés existantes ne s'étaient pas encore soumises à l'approbation au terme du délai officiel, surtout dans les districts de la Singine, du Lac et de la Gruyère. Si l'on compare la statistique des sociétés avec celle des communes¹, il apparaît que 115 seulement des 281 communes fribourgeoises sont encore dépourvues de fromageries, soit 41,6 %. Les 193 associations relevées se répartissent ainsi: 153 communes ont une société, 5 en ont deux², 5 en disposent de trois³, 2 en comptent quatre⁴, et Tavel en annonce même sept. Il n'a pas été possible de spécifier les divers régimes de ces sociétés. On relèvera cependant que quatre seulement d'entre elles, parmi les plus anciennes, gardent le nom de fruiteries. 129 sont dénommées «sociétés de fromagerie» et «sociétés de laiterie»; pour les autres, l'appellation exacte n'est pas donnée dans le *Registre des délibérations*. Cette évolution du vocabulaire traduit assez exactement le développement considérable de la nouvelle fromagerie de plaine, au cours du deuxième tiers du XIX^e siècle, et le recul définitif de l'ancienne fruiterie alpestre.

¹ *Ibidem*.

² Surpierre, Rossens, Überstorf, Heitenried, Le Châtelard.

³ Vuadens, Attalens, Treyvaux, St. Ursen, Vuisternens-en-Ogoz.

⁴ Bösingen, Düdingen.

c) *Critique des structures de l'économie alpestre traditionnelle*

Par rapport à la période précédente, le changement se manifeste également dans les jugements de plus en plus défavorables qui sont portés sur les milieux intéressés à l'économie alpestre, plus précisément à la fabrication du fromage. Une systématisation des griefs qui apparaissent et se multiplient permet de les classer en trois groupes : le mode de vie pastoral, jadis exalté¹, confinerait à la paresse ; l'extension des gîtes se serait faite au détriment d'une saine agriculture ; l'activité des amodiateurs serait dépassée et ses risques ne vaudraient plus la peine d'être courus. Chacun de ces griefs est accompagné de diverses propositions visant à remédier à la situation. L'ensemble confirme, au niveau de l'opinion, la modification des rapports de forces entre la plaine et la montagne, déjà analysée à travers les structures.

Les critiques les plus pertinentes contre la vie pastorale sont adressées aux Gruériens dès 1845 par leur nouveau préfet, Jean-Polycarpe Dupasquier des Ecassey, un connaisseur avisé des problèmes ruraux puisqu'il présidera la Société fribourgeoise d'agriculture de 1863 à 1867. Dans son premier rapport, il consacre plusieurs pages à la crise de l'économie fromagère. Après avoir rappelé le temps de l'exclusif où la production s'amplifia hors de toute proportion au détriment du labourage et des autres cultures, il poursuit :

« ... à une vie de travail et de peine succéda une vie de molesse [sic] et de désœuvrement, la vie pastorale en un mot, avec ses jouissances et ses plaisirs, vie si vantée par les poètes, mais anathématisée par les agronomes et les économistes parce qu'elle engendre l'oisiveté et la paresse, ces ennemis déclarées de toute prospérité agricole »².

Le monopole gruérien a été perdu en raison des progrès de la science agricole qui a répandu les «herbes artificielles» en Suisse et à l'étranger, réduisant à une marge ridicule les bénéfices de la fromagerie alpestre. Mais la Gruyère ne s'inquiète guère de cette

¹ Rappelons ici la devise du jeune Philippe Bridel, le futur doyen : *Ex alpibus salus*.

² AEF *Rapport du préfet de Bulle 1845*, p. 9.

menace; personne ne songe à rendre à l'agriculture «ces magnifiques gîtes qui occuperaient bien des bras»; même la qualité qui seule pourrait sauver le gruyère se perd. Enfin ce qu'il y a de plus déplorable encore,

« c'est que le désœuvrement, cette répugnance pour tout travail qui n'a pas un rapport direct avec les besoins du troupeau, résultat immédiat des habitudes de la vie pastorale, paraissent enracinés dans les familles, comme les peuples nomades avec lesquels il a quelques analogies d'existence. Tout pour le Gruyérien se résume à son troupeau, aucune considération ne peut le sortir de ses habitudes, le chef de famille paraît aussi aveugle sur ce point que ses subordonnés, tout son travail se borne à serrer ses récoltes, soigner son bétail et préparer le bois nécessaire au ménage. Pendant ces interminables soirées d'hiver, maîtres et domestiques ne savent que boire, jouer et fumer, ils ne daignent pas même s'occuper à préparer les ustensiles d'agriculture les plus simples, telles [sic] que fourches, râteaux, vases à lait et autres. Ces objets (les vases à lait en particulier) nous arrivent ordinairement du canton de Berne. Tandis que les ouvriers étrangers viennent envahir tous les métiers dans notre pays, tandis que de simples manœuvres italiens âgés seulement de 16 à 17 ans viennent gagner de dix à douze batz par jour, nous voyons de grands gaillards du même âge passer la plus belle partie de la saison à la montagne pour le chétif salaire de *Liv. 4* et quelques accessoires. Que dis-je? Nous voyons des hommes faits rechercher avec avidité une place de domestique à la montagne, qui souvent rapporte que deux francs par semaine; comment avec de pareilles dispositions pense-t-on que l'agriculture puisse prospérer? Croit-on que ces individus une fois descendus de la montagne deviennent de forts ouvriers, ce serait singulièrement s'abuser et l'expérience est là pour démontrer le contraire; je ne crains donc pas d'affirmer que le haut prix auquel sont parvenus les fromages a eu de mauvais résultats dans ce sens qu'on a abandonné la culture des terres pour se vouer presque exclusivement à l'éducation du bétail et à la fabrication du fromage, les populations ont dès lors contracté des habitudes de molesse (sic) et de désœuvrement qui longtemps encore seront un obstacle à la prospérité de cette contrée. »¹

Passant aux remèdes, Dupasquier en propose d'abord de vulgaires: donner des instructions aux autorités locales; fonder une feuille destinée «à éclairer le peuple sur ses vrais intérêts». Puis il ajoute — et ceci est neuf à Fribourg — la proposition de faire ouvrir des

¹ *Ibidem*, p. 9.

«ateliers publics à l'enfant du pauvre pour qu'il puisse apprendre un état». Mais le préfet agronome ne croit guère à ses propres remèdes puisqu'il conclut :

« Puisque le progrès de l'agriculture tend à augmenter partout le nombre des vaches, [que le Gruérien] se voue plus particulièrement encore à l'élève de la vache, qu'il se voue aussi à l'élève du cheval et du mulet ; que le mouton d'Espagne, que la chèvre du Thibet viennent disputer au chamois l'herbe qui croît dans cette partie de ses montagnes, qui est inaccessible au gros bétail et si décidément il faut qu'il fabrique du fromage, qu'il essaie au moins de fabriquer de celui de Hollande, de Parme, de Gex, etc. qui tous obtiennent des prix plus élevés que celui de Gruyères, ceux de Berne même qui, ce n'est pas sans un sentiment de secrète confusion qu'on est forcée de le reconnaître, se vendent à des prix supérieurs encore »¹.

On croit rêver en entendant ces conseils de fabriquer de l'edam, du parmesan ou du gessenay dans les montagnes de Gruyère, puisque la rentabilité l'exige. En 1855, F.-X. Robadey, préfet de la Veveyse critique, à son tour, les fromagers de son district :

« Il y aurait beaucoup à améliorer aussi dans la fabrication des fromages dirigée chez nous presque exclusivement par la routine tandis que chez nos voisins de Berne et du Jura français, elle est parvenue avec l'aide de la chimie à une précision presque mathématique »².

La deuxième série de griefs est plus complexe. Elle comporte d'abord une critique *a posteriori* de l'extension excessive des pâtrages dans la région alpestre du canton, extension qui s'est faite aux dépens des cultures vivrières. Revenons par exemple au rapport de Dupasquier pour l'année 1845 :

« ... à une époque où nulle industrie, où nul commerce d'exportation n'existaient dans le pays, la fabrication du fromage était pour la Gruyère une vraie source de prospérité ; aussi était-ce à qui en fabriquerait davantage ; la culture des céréales fut dès lors abandonnée, les prairies furent converties en gîtes, les choses en furent au point que le Gouvernement crut devoir mettre un frein à cette manie du genre en défendant par une ordonnance

¹ *Ibidem*, p. 10.

² AEF *Rapport du préfet de la Veveyse 1855*, n.p.

de réduire les prairies en gîtes soit pâturages, ainsi l'on abandonna le labourage et la culture des terres pour se livrer exclusivement à l'élève du bétail et à la fabrication du fromage »¹.

Ce qui a pu se justifier dans une situation de monopole est devenu néfaste depuis que la concurrence a restreint les bénéfices. Mais le revirement n'est pas encore ressenti par les Gruériens :

« ... personne ou presque personne ne songe à semer davantage, personne ne songe à rendre à l'agriculture ces magnifiques gîtes qui occuperaient bien des bras, qui feraient vivre bien des familles, l'on vit comme on a vécu sans s'inquiéter de l'avenir »².

Devant cette inertie, Dupasquier, on l'a vu, ne craint pas de conseiller une reconversion de «l'industrie fromagique»; il croit la chose possible vu la richesse du pays et l'intelligence de ses habitants. Son successeur à partir de 1857, Pierre-Joseph Musy ne recueille guère les fruits de ces conseils. Au contraire. Dans son premier rapport, il note :

« ... il n'est pas moins vrai qu'à ma connaissance pas une seule gîte n'a été convertie en domaine. La tendance contraire, que je crois fâcheuse, mais qui s'explique facilement, se fait plutôt remarquer. »³.

Aussi retrouve-t-on, dans tous ses rapports ultérieurs, la même phrase qu'il recopie chaque année sans en modifier une virgule :

« l'agriculture dans notre contrée a principalement en vue l'élève du bétail et conséquemment l'amélioration et la conservation des prairies naturelles et des pâturages »⁴.

L'antienne se dispense de commentaire, d'autant plus qu'elle est, de façon non moins régulière, suivie d'une observation sur le médi-

¹ AEF *Rapport du préfet de Bulle 1845*, p. 8.

² *Ibidem*, p. 9.

³ AEF *Rapport du préfet de la Gruyère 1857*, n. p.

⁴ *Ibidem*, n. p.

cre entretien des montagnes à vaches. Aussi Musy portera-t-il bientôt son attention sur un nouveau fléau : le broutage des chèvres dans les forêts.

Face à une Gruyère obstinée à maintenir une tradition devenue routine, l'évolution en Veveyse apparaît beaucoup plus novatrice, même dans les communes alpestres. En 1858, le préfet Déner-vaud souligne que

« dans la partie la plus spécialement agricole, l'introduction des prairies artificielles a opéré, comme dans les autres contrées du canton, une révolution en agriculture »¹.

Mais il n'en va pas encore de même dans la partie alpestre, comme l'atteste un vœu du magistrat dans son rapport de l'année suivante :

« En présence de cet état de choses préjudiciable aux véritables intérêts du pays², il serait à désirer que les propriétaires de pâturages printaniers connus sous le nom de gîte comprennent la nécessité de convertir en prairies ceux de ces pâturages qui seraient susceptibles de cette transformation afin d'augmenter l'hivernage et par le fait, le nombre des pièces de bétail. On arriverait de cette manière à équilibrer la quantité de bétail entretenu durant l'hiver avec celle que nos montagnes sont capables d'estiver pendant la saison d'été.

Le bénéfice de cette réforme est du reste évident ; car le produit des vaches laitières et la quantité du bétail à exporter s'accroîtraient en raison de l'augmentation du nombre des bestiaux élevés dans la contrée »³.

Toutefois le vœu des éleveurs de voir les prairies artificielles s'étendre aux gîtes du piémont se réalise progressivement, tant est forte la pression de leurs intérêts. Il en résulte, au cours des années 1860, une transformation radicale dont les effets seront très importants pour l'avenir de l'économie alpestre. L'extension des fromageries de plaine obligeant à la stabulation permanente du bétail, on trouve un palliatif nouveau :

¹ AEF *Rapport du préfet de la Veveyse 1858*. n. p.

² Il s'agit des difficultés des teneurs de montagnes sur lesquelles nous reviendrons ci-après.

³ AEF *Rapport du préfet de la Veveyse 1859*, n. p.

« Pour suppléer au fourrage vert qui se consomme en été — ce qui diminue la récolte destinée à l'entretien du bétail en hiver — on convertit en *fenages* dans les régions élevées et dans la plaine, une quantité considérable de propriétés qui étaient broutées précédemment. A Châtel, par ex. il est constaté aujourd'hui qu'on descend en hiver de la montagne une quantité de foin aussi considérable que tous les fourrages du bas réunis »¹.

Voici donc les ressources végétales des alpages affectées à d'autres fins que l'entretien des troupeaux montés en été vers les «chaudières». On est bien loin de la situation traditionnelle. Jadis le fruitier était roi de la montagne : à lui, les meilleurs broutages et la ronde de la gîte du bas à l'alpage le plus élevé. Désormais son espace se restreint devant l'extension inéluctable de l'élevage — les génisses commencent à alper² — et une inversion caractéristique se manifeste, signalée dans un rapport du préfet Ignace Genoud, expert en la matière puisqu'il tient lui-même montagne et fait commerce de fromages :

« Dans la partie alpestre, Semsales et surtout Châtel, les pâturages du Bas, Gîtes et même une partie des montagnes supérieures sont convertis en fenages et les produits fondus sur les fonds inférieurs ; ce système, pratiqué avec prévoyance, peut avoir des avantages, mais il est souvent faussé dans ses résultats par une exportation abusive des engrais naturels. La proximité du vignoble donne à ces engrais une grande valeur vénale, bon nombre d'agriculteurs séduits par l'appât d'une encaisse prompte et facile vendent une trop grande partie de leur fumier. Il en résulte un appauvrissement du sol alpestre »³.

Ainsi la montagne veveysanne devient productrice de bétail sur pied destinée à l'exportation et de fumier pour le vignoble vaudois autant — et sinon plus — que du traditionnel fromage. Le rapport du même magistrat pour 1868 conclut que le revirement opéré au dépens de la fromagerie alpestre profite finalement aux fruiteries de plaine :

¹ AEF *Rapport du préfet de la Veveyse 1860*, pp. 37-38.

² Châtel réserve ainsi un mas de beaux vastes et riches pâturages pour l'estivage du jeune bétail, soit 350 têtes, *Ibid. 1866*, p. 22.

³ *Ibidem 1866*, p. 22.

« Les communes populeuses de Châtel, Semsales, le Crêt essentiellement alpestres, trouvent au défaut des céréales signalé, une compensation dans l'exploitation des produits de la montagne, la culture des prairies naturelles l'élève du bétail, la fabrication des fromages. Pour ce dernier article, le District, outre ses montagnes, ne possède pas moins de 20 sociétés de fromagerie »¹.

Conséquence logique de cette évolution plus rapide en Veveyse qu'en Gruyère : l'entreprise du louage de montagnes pour la fabrication du fromage devient de plus en plus risquée et ses bénéfices jugés de plus en plus dérisoires. C'est là une troisième série de griefs qu'il convient de signaler. Dès 1845, Dupasquier soulignait que la concurrence conjuguée de l'étranger et de la plaine fribourgeoise restreignait les chances de la fromagerie alpestre. A ces considérations d'ordre commercial, il ajoutait une remarque déjà faite au début de la Régénération :

« on peut même dire que [les bénéfices de cette industrie] sont à jamais perdus pour la Gruyère, vu le haut prix auquel les loyers de vaches sont parvenus, en raison de l'établissement des fruiteries dans la plaine »².

Douze ans plus tard, Musy complète la démonstration pour la même région : si le loyer des vaches est exorbitant pour l'amodiateur, la location des pâturages ne l'est pas moins :

« En effet, avec le système suivi actuellement d'alper le bétail au commencement du mois de Mai, c'est-à-dire lorsque les pâturages moyens sont dépourvus d'herbe et que les montagnes élevées sont encore couvertes de neige, les pâturages de plaine ou les gîtes sont très recherchées et se payent à des prix qui absorbent les bénéfices des montagnards et empêchent toute modification de culture de la part des propriétaires qui ne demandent qu'à tirer un bon parti de leurs terres, et à épargner les frais d'une transformation.

Un seul moyen, à ma manière de voir, d'améliorer l'agriculture dans les parties alpestres du canton, serait une réduction du temps de l'estivage assez sensible pour qu'elle permet aux montagnards de se passer des gîtes qui sont pour eux une cause de grandes pertes et d'alper dans les pâturages moyens. Une entente entre les intéressés atteindrait mieux le but qu'une disposition législative ou toute autre mesure prise par l'autorité »³.

¹ *Ibidem* 1868, p. 29.

² AEF *Rapport du préfet de Bulle* 1845, p. 8.

³ AEF *Rapport du préfet de la Gruyère* 1856, pp. 2-3.

Ce vœu ne fut guère entendu et les amodiateurs continuèrent à se charger d'un risque financier qui, supportable dans les années de prospérité, se révélait disproportionné quand les prix baissaient. D'autant plus que les sautes de la conjoncture devenaient de plus en plus fréquentes. C'est pourquoi le préfet de Châtel n'hésite pas à écrire, dans son rapport de l'année 1859, excellente puisque les fromages se sont vendus 60 à 62 fr. le quintal vieux :

« Il est fâcheux que les teneurs de montagnes aient en présence, pour l'année courante, une campagne assez chanceuse par suite de la rareté des vaches laitières destinées à être alpées. Outre que la plupart des fruitiers sont incapables de trouver la quantité de bestiaux voulue pour tierer parti d'une herbe payée très cher, le louage des vaches à lait pour la montagne a considérablement haussé pour l'été 1860 »¹.

La situation de l'entrepreneur traditionnel se dégrade irrémédiablement. L'extension des fromageries de plaine retient de plus en plus de bétail en bas durant l'été. Les bénéfices de l'élevage inclinent ceux qui le pratiquent à se réservier des gîtes et même des pâturages en nombre croissant. Les Vaudois achètent le fourrage et le fumier pour conserver à leur agriculture le caractère mixte qu'elle a sur les hauts du Léman. Ces mêmes Vaudois commencent à rapatrier leurs capitaux, car

« le système de placement sur hypothèques n'est plus apprécié, le capital vise à se mobiliser, il se livre à gros intérêt à la spéculation industrielle ; cette tendance entraîne de fréquentes demandes de remboursement de dettes hypothécaires ; elle met l'agriculteur dans la nécessité de recourir avec répugnance à la ressource des banques et des billets à ordre à courte échéance, ainsi s'engendrent et se généralisent les combinaisons d'agiotage et d'usure... »¹.

Dans de telles circonstances, la rente de l'amodiateur ne se maintient que si les prix de vente du fromage sont élevés. Dès qu'ils baissent,

¹ AEF *Rapport du préfet de la Veveyse 1959*, p. 35.

¹ *Ibidem 1868*, p. 20.

« il en résulte une perte d'autant plus sensible pour l'agriculteur que tous les éléments qui avaient concouru à [la] production [des fromages ont] conservé leur haut prix ordinaire »¹.

Dès lors, on arrive à la conclusion naturelle :

« Cette branche de commerce exposée à des fluctuations et à des chances nombreuses n'est pas sans danger pour la spéculation isolée ; la sécurité exige sur ce point l'association des capitaux, tant dans l'intérêt du commerce lui-même que dans celui du pays en général qui fournit les produits qui en font l'objet ».²

La crise des fruitiers qui avaient l'habitude de commercialiser eux-mêmes leur production favorise donc l'apparition des premières sociétés. Sans verser dans la philanthropie, leurs promoteurs prétendront remédier aux maux engendrés par l'individualisme des entrepreneurs traditionnels. Si l'intervention de la société anonyme dans le commerce du fromage n'amène pas, dans l'immédiat, les résultats escomptés, comme on le verra, elle annonce cependant la fin d'une époque où le fruitier, roi de la montagne, maître de ses armaillis et de son troupeau, défiait les « cul-terreux » de la plaine sans se préoccuper beaucoup des arcanes du commerce international et surtout sans attendre une grande aide de la part du gouvernement.

¹ *Ibidem* 1866, p. 12.

² *Ibidem* 1865, pp. 22-23.

C. Les débuts de l'action gouvernementale

1. *L'impulsion par les sociétés*

a) *Rôle des sociétés d'utilité publique*

Comme pour la politique agricole fédérale et selon la même évolution qui se produit dans les autres cantons, l'intervention des pouvoirs publics en faveur de la paysannerie survient assez tard; à Fribourg elle répond de plus aux sollicitations des premières organisations professionnelles qui, passée la phase des tâtonnements, entreprennent de prouver leur efficacité comme instrument de pression sur les pouvoirs. C'est à partir du milieu du siècle que cette tendance se manifeste chez nous, de manière plus hésitante que dans les cantons du Plateau où la révolution agricole avait été plus précoce et plus complète, liant davantage les intérêts paysans à ceux des autres milieux de la population.

Au début des années 1840, les sociétés d'utilité publique qui existent à Fribourg poursuivent leurs activités mais en se concentrant sur des objectifs plus littéraires ou philanthropiques que proprement économiques. Un premier exemple est donné par les vicissitudes de la Société économique dont on a souligné l'importance sous la Médiation pour le sujet traité ici. Selon son historien Daguet, elle est entrée depuis 1823 dans une «période d'activité administrative et bibliographique» qui l'éloignera progressivement de ses objectifs initiaux en matière d'aide à l'agriculture¹. Certes le revirement s'opère progressivement mais il est indiscutable. En septembre 1830, la classe d'agriculture organise la première joute de charrues, concours qui sera répété l'année suivante². Bientôt l'ouverture de la bibliothèque publique accapare les énergies, si bien que l'association tourne à la «simple société de lecture»

¹ *Notice historique sur la Société économique de Fribourg*. Fribourg 1863, pp. 56 sq.

² *Ibidem*, pp. 59-60.

en dépit d'efforts faits en 1838-39 pour reconstituer les classes et surtout ranimer leurs activités.

Une tentative fut faite au début des années 1840 pour doter le canton de Fribourg d'une industrie agricole nouvelle sous le double patronage d'un Français, Louis Prat, directeur de l'Ecole moyenne, et d'Hubert Charles, conseiller d'Etat. Il s'agissait de tirer les Fribourgeois de la routine en les associant

« pour former des fruiteries de soie, comme il existe des fruiteries de fromages. »¹

Ni le zèle de Prat ni la subvention gouvernementale ne purent lancer la sériciculture dans le canton. On reprit en 1845-46 l'étude des moyens de ranimer les branches traditionnelles de l'agriculture en consacrant deux rapports à la «culture de la racine», soit des diverses espèces de betteraves. Il est intéressant de noter qu'une des raisons qui devaient pousser à cette conversion de l'agriculture était le déclin irrémédiable de la production fromagère. En effet, à l'assemblée générale du 8 mars 1846, l'imaginatif Prat cita l'exemple de ces départements français où l'on avait établi sous le nom de *burons*, de véritables chalets suisses desservis, dans le principe, par des armaillis — ou fromagers — gruériens. C'était porter à la connaissance de l'opinion un phénomène que, jusqu'alors seule la statistique avait enregistré dans toute son ampleur. Pour souligner la gravité du désastre, Pratacheva son intervention par une anecdote :

« J'écrivais dernièrement à un bon curé pour le prier de m'envoyer du fromage. Il me demanda naïvement si je voulais du Gruyère ou du Cantal. »²

Seconde illustration : la Société d'études des bords de la Sanne (Sarine). Fondée en 1838 par Alexandre Daguet, alors jeune professeur à l'Ecole moyenne avec le concours de quelques jeunes intellectuels enthousiastes, cette association allait lancer trois ans

¹ *Ibidem*, p. 71.

² *Protocole de la Société économique*, II, p. 272.

plus tard *L'Emulation*, revue dont le sous-titre indiquait les vastes préoccupations de ses promoteurs: «Recueil agricole, industriel, commercial, historique et littéraire»¹. La publication connut deux séries entre 1841-1846 et 1852-1856, séparées par la crise du Sonderbund. Malgré le rang accordé à l'épithète agricole dans le sous-titre, les problèmes de cette branche économique n'occupèrent qu'une place très réduite dans les préoccupations des rédacteurs surtout intéressés par les belles-lettres et l'histoire².

b) Fondation de la Société fribourgeoise d'agriculture

Le 21 février 1848, trente-sept agriculteurs ou amateurs d'agriculture signaient un acte constitutif recommandant la création d'une société cantonale s'occupant de leurs problèmes³. L'initiative se justifiait, aux yeux de ceux qui la lançaient, d'abord par le fait que l'agriculture et ses branches annexes tenaient «la toute première place dans l'économie cantonale». Il s'agissait ensuite de lutter contre l'esprit de routine dont souffrait le monde paysan, ce qui retardait «l'application des bonnes pratiques». L'objectif lointain était enfin d'accroître la prospérité cantonale par les moyens les plus divers: publications, concours, contrôles de la production. Dans le courant de cette année si troublée pour le canton, soixante-sept autres membres donnèrent leur adhésion: la Société fribourgeoise d'agriculture connaissait des débuts réjouissants⁴.

L'organisation de la nouvelle association comportait un comité central, des sections et une assemblée générale; elle subsista jusqu'en 1863, date à laquelle on procéda à une réorganisation des

¹ A. DAGUET: *Notice sur la vie et les travaux de la Société d'études de Fribourg depuis sa fondation en 1838* (recueil d'une série d'articles parus dans *L'Emulation*). Fribourg 1856.

² G. CASTELLA: *Histoire du canton de Fribourg*, pp. 599-606; R. LOUP: *Notre effort littéraire*. Annales fribourgeoises 1931 (XIX), pp. 72-93.

³ Le Conseil d'Etat lui donna son approbation en août. AEF *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1848*, p. 467.

⁴ Sur cette association, voir E. DE VEVEY: *Notice commémorative sur le 50^e anniversaire de la Société fribourgeoise d'agriculture*. Fribourg 1898; du même auteur: *Société fribourgeoise d'agriculture 1848-1923*. Fribourg 1932; ***: *Centenaire de l'Union des Paysans fribourgeois*. Fribourg 1948.

structures qui rappelaient celles de la Société économique. En effet, les trois premiers présidents — successivement Philippe de Diesbach, Eugène de Castella et Alphonse de Diesbach — appartenaient également aux milieux aristocratiques, de même que les premiers secrétaires. On avait six sections — la Société économique avait compté cinq puis sept classes — parmi lesquelles la deuxième consacrée directement à l'économie alpestre sous le titre: *Montagnes, bestiaux et produits*. Ainsi, dans ses débuts, l'association garda un caractère de club en raison de la cotisation élevée et du petit nombre de paysans d'origine bourgeoise qui purent se faire accepter par les gentilhommes campagnards placés aux leviers de la société.

L'optique fédéraliste qui avait présidé au mouvement se retrouvait dans les activités. Celles-ci résidaient surtout dans les efforts volontaires que des agriculteurs influents, associés par leurs intérêts communs, déployaient pour le développement de leur branche ou de leur contrée. Les sections étudiaient les propositions généralement individuelles et faisaient rapport sous forme de mémoires adressés au comité central; l'assemblée annuelle en délibérait mais tout cela gardait un caractère académique¹. Dans la meilleure tradition des sociétés d'utilité publique, on publiait les travaux qui semblaient le plus aptes à encourager le progrès en agriculture, confiant que l'on était alors dans la force persuasive de la science et des «lumières». L'Etat accorda aussitôt une subvention annuelle fixée d'abord à 150 fr. Elle s'éleva régulièrement dans la mesure où la société étendait ses activités. Ainsi, en 1865, elle était déjà de 800 fr., dont 500 fr. pour le traditionnel concours de charrues, tenu à Guin, et 300 fr. pour «les salages et fruiteries»². La contribution atteignait 2000 fr. en 1876. Par les publications de la Société, on voit que de nombreux problèmes touchant l'économie alpestre — ceux-là mêmes que soulignaient alors les rapports préfectoraux — furent abordés au cours des quinze premières années d'existence, entre autres l'entretien des montagnes et la gestion des fruiteries³.

¹ *Centenaire...*, p. 11.

² AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1865*, p. 665.

³ Voir, à ce propos, les *Publications de la Société fribourgeoise d'agriculture*, qui se succèdent régulièrement de 1849 à 1869.

Dès 1848, l'association organise un concours et une exposition¹. A partir de 1851, elle met sur pied des inspections de montagnes et de fruiteries : on commence par la Singine pour les alpages et par la Sarine pour les fromageries qui sont déjà au nombre de 44 dans 40 communes. *Le Narrateur fribourgeois* publie un rapport sur l'état des pâturages du district allemand et la liste des récompenses décernées aux fabricants.² L'année 1852 amène les experts de la Société dans les fruiteries de la Veveyse et de l'ancien district de Romont. Sur 37 établissements visités, il y en a 5 qui donnent des fromages de première qualité, 21 des produits de seconde qualité et 11 de médiocre valeur. Pour éviter que les fruitiers fabriquent des pièces au-dessous de 45 livres, jugées difficilement commercialisables, il est conseillé des mesures sévères :

« Ou que les sociétaires augmentent leur bétail,
Ou qu'ils réunissent à une société voisine,
Ou qu'ils renoncent à toute société de ce genre. »³

Le rapport se termine sur un éloge inattendu du fromage maigre qui

« constitue l'une des bases de la nourriture à la campagne, et (que) notre citadin lui-même accapare volontiers quand il le trouve propre et appétissant. »⁴

En 1853, c'est au tour des fromageries gruériennes de passer sous la loupe des examinateurs de la Société⁵. L'année suivante, ils se penchent sur celles de la Singine, qui sont louées abondamment et élaborent un rapport sur les alpages de la Gruyère. Tant sous l'angle des chalets que des troupeaux, il y a beaucoup à reprendre, bien que l'herbe abonde et que les pâquiers soient riches⁶. En 1856, la deuxième section se consacre aux montagnes vagillaires et aux gîtes

¹ *Le Confédéré* du 5 septembre 1848 (n° 106).

² *Le Narrateur fribourgeois* du 17 janvier 1852 (n° 8).

³ *Ibidem* du 25 mai 1852 (n° 63).

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Ibidem* du 31 mars 1853 (n° 39).

⁶ *Ibidem* du 31 mars 1854 (n° 26).

d'Estavannens: sur 69 exploitations reconnues, elle en juge 44 de première qualité mais ne ménage pas ses critiques à cette nouvelle forme d'économie alpestre¹.

Forte de ses premières expériences, la Société demande, le 29 janvier 1859, au Grand Conseil qu'il soit dressé une statistique du bétail, des fruiteries et de la quantité de poses de terrain ensemencées et plantées². L'année suivante, le patronage est accordé à un concours agricole qui a lieu à Bulle, ainsi qu'à une exposition de produits laitiers³. En 1861, la deuxième section présente un rapport sur les mesures à prendre pour conserver «la principale ressource du canton», à savoir la fabrication et l'exportation du fromage de Gruyère. Le document déçoit. En effet, devant les difficultés rencontrées dans les pays voisins, la principale préoccupation exprimée concerne l'adaptation des produits à la vente dans les contrées lointaines, c'est-à-dire des changements dans le poids et la forme des pièces⁴. Puis les visites reprennent: en 1863, elles s'étendent à tout le district de la Gruyère, à nouveau sanctionnées par des récompenses et des blâmes⁵.

c) *Signification de la réforme de 1863*

Le caractère de plus en plus dispersé, voire sporadique, des activités traduit bien la lassitude des membres et l'amateurisme excessif de la Société en dépit d'une structure apparemment centralisée. Aussi, au comité central du 18 janvier 1863, entend-on Polycarpe Dupasquier proposer de ranimer l'institution en la décentralisant, c'est-à-dire en remplaçant les sections spécialisées par des organisations régionales. C'est l'orientation qu'enregistrent les nouveaux statuts approuvés par le Conseil d'Etat, le 20 mai suivant, et définitivement adoptés par l'assemblée générale du 20 octobre. Le promoteur de la réforme prend alors la présidence

¹ *Le Confédéré* du 23 avril 1856 (n° 63).

² AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1859*, p. 58.

³ *Le Chroniqueur* du 25 mai 1859 (n° 62) annonce le projet.

⁴ *Le Journal de Fribourg* du 15 juin 1861 (n° 72).

⁵ *Le Chroniqueur* du 23 décembre 1863 (n° 152).

de la Société qu'il conservera jusqu'en 1867. Les nouvelles sections régionales s'organisent rapidement : Singine, Sarine (rive gauche) et Gruyère dès 1864, Saint-Aubin en 1867, Broye l'année suivante, Cournillens en 1869, etc.

La personnalité du nouveau président, préfet de la Glâne après avoir été à Bulle, assurait le canton que les problèmes de l'économie alpestre, qu'il connaissait particulièrement bien, ne seraient pas négligés. Dans la fabrication du fromage, une impulsion supplémentaire fut encore donnée par la signature du traité commercial franco-suisse de 1864. Pour aider le canton à soutenir «la réputation du gruyère», la Société décida de reprendre les visites de laiteries et de fruiteries dans les régions directement intéressées par le commerce avec l'étranger¹. Le rapport des experts a été conservé. Il atteste que le fromage de montagne, bien soigné, est supérieur aux pièces de fruiterie ; il trouve alors facilement son écoulement en France pour la qualité au couteau. Au contraire, les pâtes plus sèches, mieux adaptées à la râpe, conviennent à l'Italie. La dimension supérieure des pièces de montagne, explicable par l'abondance du lait, n'est pas gênante. En revanche, la technique laisse à désirer dans les alpages, surtout en ce qui concerne la mesure des températures et la ventilation des locaux, source de mauvais goût². Aussi le comité inscrit-il au programme de 1865 une nouvelle visite des fruiteries, laiteries et salages de montagne ; un sociétaire se hâte alors de réclamer que l'initiative s'étende à tout le canton³. A l'assemblée générale d'automne, le rapport déposé fait état de notables améliorations sur les points qui avaient été signalés⁴.

Dans le rapport annuel du comité préparé à l'intention de l'assemblée générale de 1865, document qu'on peut considérer comme un échantillon caractéristique de la nouvelle ligne imposée par Dupasquier, on voit la Société s'intéresser toujours aussi nettement à l'amélioration de la production mais refuser toute intervention dans la question du commerce. La visite des fruiteries et

¹ *L'Ami du Peuple* du 9 juillet 1864 (n° 98).

² *Le Chroniqueur* du 9 mars 1865 (n° 29).

³ *Ibidem* du 30 mars 1865 (n° 38).

⁴ *Le Journal de Fribourg* du 10 mars 1866 (n° 30).

salages, prévue l'année précédente, n'a pu avoir lieu qu'en septembre, ce qui l'a limitée aux établissements du bas. Pour 84 inscriptions, il y a eu 50 distinctions distribuées. En les répartissant entre la Gruyère et les autres régions du canton, on obtient le tableau suivant :

	Gruyère	Reste du canton	Total
Médailles d'argent	4	6	10
Médailles de bronze	8	8	16
Mentions honorables	11	13	24
 Total	 23	 27	 50 ¹

Comme on le voit, le district de l'économie alpestre traditionnelle se maintient dans une situation enviable face à la concurrence du bas, les mérites de ses salages ayant été tout particulièrement appréciés. Sur le second point, l'encouragement du commerce, le comité estime que la Société n'a pas à s'engager dans les dédales de la concurrence entre marchands étrangers et commerçants fribourgeois ; il ne croit pas, en effet,

« qu'il faille se heurter à des intérêts particuliers. La mission de la Société d'agriculture n'est point les affaires des uns et des autres, mais le bien général ; il croit atteindre ce but en développant une excellente fabrication de nos fromages, persuadé que de bons produits seront toujours appréciés par tous à leur vraie valeur. »²

On met ici le doigt sur un grave problème — celui de la spéculation sur les produits de l'alpage — mais la Société n'est pas de taille à l'aborder. Aussi revient-elle à ses thèmes habituels, lors de l'assemblée de 1867 : la concurrence, si forte des fromages étrangers, est imputable à l'écrémage des laits toléré par les sociétés de fromagerie ; la formation des jeunes fruitiers laisse encore à désirer³. Comme

¹ Société fribourgeoise d'agriculture. *Rapport annuel du comité central à l'assemblée générale des sociétaires tenue le 4 mars 1865 à Fribourg* pp. 14-15.

² *Ibidem*, pp. 7-8.

³ *Le Chroniqueur* du 27 avril 1867 (nº 51).

on le voit, l'ampleur des problèmes posés par l'économie fromagère dépasse de plus en plus la compétence et les moyens d'action de la Société d'agriculture.

Une autre explication au réveil en 1863 de la Société d'agriculture est à chercher dans la fondation de la Société suisse d'économie alpestre qui se place la même année. Sortie d'une initiative des milieux parlementaires qui ont profité d'une session des Chambres fédérales pour concrétiser un projet déjà ancien, elle est créée à Olten en janvier¹. Hubert Charles en est un des promoteurs. Le mérite du développement de cette association bientôt importante revient cependant à Rudolf Schatzmann². Dès 1864, la nouvelle association organise un concours d'alpages avec primes. Les assemblées générales des années suivantes révèlent que les préoccupations de la Société englobent les soucis des montagnards fribourgeois. C'est ainsi que la session de décembre 1865 manifeste de vives craintes face à la concurrence croissante de la Hollande et des Etats-Unis dans la production fromagère, craintes dont la presse cantonale donne l'écho³. En 1867, la Société consacre une publication au gruyère et au vacherin, du point de vue de sa composition chimique, innovation qui étonne les milieux agricoles du canton habitués à une approche plus empirique des procédés de fabrication⁴. Ce n'est qu'un début et dans les années 1870, le canton comprendra mieux les mérites du Dr Schatzmann qui jouera un rôle non négligeable dans le développement scientifique de son économie laitière.

¹ *Le Journal de Fribourg* du 4 janvier 1863 (n° 2) signale l'événement.

² *Le Chroniqueur* du 1^{er} avril 1863 (n° 38).

³ *Le Journal de Fribourg* du 4 janvier 1866 (n. 2).

⁴ *Le Chroniqueur* du 22 février 1868 (n° 23).

2. Vers des mesures légales

a) Premières motions

L'activité des sociétés sur le plan cantonal et fédéral, le changement de régime à la suite de la défaite du Sonderbund et, il faut bien le souligner, l'importance prise par le commerce de fromages amènent insensiblement le gouvernement à modifier sa politique économique. S'il ne rompt pas ouvertement avec le *laissez-faire* traditionnel en matière commerciale, il estime que les pouvoirs publics ne peuvent demeurer indifférents face aux problèmes posés par le développement de l'économie cantonale. Son action se déroule désormais sur deux plans: la modernisation de l'agriculture est encouragée par des mesures d'ordre général; les doléances des milieux directement intéressés à la production fromagère, présentées sous forme de motions au Grand Conseil plutôt que par des pétitions au Conseil d'Etat comme du passé, reçoivent un accueil beaucoup plus favorable. Le changement d'attitude aboutit à l'élaboration de la première loi cantonale sur les fromageries qui marque une date capitale pour l'étude du problème évoqué ici.

Le 4 novembre 1850, le Conseil d'Etat discute un projet de décret visant à instituer une commission de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.¹ Le 21 janvier suivant, le Grand Conseil approuve le décret². Constituée peu après, la commission tient une première séance en juillet. A cette occasion, un membre de la «section agricole» fait la motion qu'il soit établi des primes à décerner aux fromagers du canton, proposition qui est acceptée à la quasi unanimité³. Comme on l'a déjà vu, c'est la Société cantonale d'agriculture qui sera chargée de les attribuer dans ses concours et ses visites. Une autre mesure d'ordre général est la création d'une école d'agriculture dont la loi d'organisation est votée le 14 mars

¹ AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1850*, p. 521.

² *Bulletin officiel des séances du Grand Conseil 1849-1852*, pp. 81, 86-88, 97 et 98.

³ *Le Confédéré* du 8 juillet 1851 (n° 81).

1850¹. Installée dans l'ancienne abbaye d'Hauterive, elle connaîtra des débuts difficiles. Sa section de laiterie ne se développera vraiment que dans les années 1870.

La première démarche faite par les milieux intéressés à l'économie fromagère au Grand Conseil date déjà de 1849. Le 22 janvier de cette année, les députés discutent, en effet, une motion d'Eugène de Castella² demandant qu'il soit alloué dans le budget de chaque année une «somme suffisante» pour servir des primes de plusieurs classes aux fromagers méritants. Le motionnaire explique qu'il a emprunté son idée à des hommes influents d'autres cantons :

«Avec une meilleure fabrication, le canton fournirait davantage qu'actuellement, et on croit généralement qu'on pourrait parvenir à une qualité de fromage supérieure à celle que nous avons.»³

Le gouvernement se doit donc d'encourager cette fabrication, sans aller au-delà de ses moyens. Divers députés appuient la démarche : A. Page, N. Glasson, A. Monnerat, ces deux derniers représentant la Gruyère et la Singine directement intéressées. Le conseiller d'Etat Landerset indique la voie en recommandant d'augmenter la subvention à la Société d'agriculture. Le Conseil d'Etat est prié d'agir dans ce sens, ce qu'il fera l'année suivante.

Le 24 novembre 1855, alors que le régime radical est déjà chancelant, il est donné lecture d'une motion du député Gachoud. Le texte constate que les sociétés de fromagerie, «si généralement répandues dans le canton et qui constituent une de ses principales industries», n'ont jamais vu leur caractère précisé : sont-elles des sociétés de commerce, des associations au sens de l'art. 1945 du code de commerce ou de simples copropriétés? Le Conseil d'Etat est invité à présenter un projet de loi pour éviter à l'avenir les procès et les différends qui ont éclaté dans de nombreuses localités⁴. Le 29 novembre, le Grand Conseil saisi de l'affaire transmet la

¹ Bulletin officiel des lois 1850 (XXV) pp. 88-97.

² Il est, rappelons-le, membre du comité central de la Société cantonale d'agriculture qu'il présidera de 1850 à 1853.

³ *Bulletin des séances du Grand Conseil 1848*, p. 1141.

⁴ *Ibidem 1855*, p. 94.

motion à la Direction de Justice pour rapport¹. Ce rapport se fera attendre près de douze ans.

b) La loi de 1867 sur les fromageries

En effet, c'est à la séance du 3 mai 1867 que la Direction de Justice présente un projet de loi sur les fromageries; le même jour, le Conseil d'Etat en adopte la rédaction définitive et décide de présenter le texte au Grand Conseil avec une recommandation favorable². Après des considérants repris de la motion Gachoud, l'art. 1 définit les sociétés de fromagerie et de laiteries comme des «personnes civiles» régies par les statuts qu'elles se donnent ou, à défaut, par le code civil. Selon l'art. 2, elles peuvent se constituer en sociétés communales, moyennant application des dispositions du code de commerce. A l'art. 3, il est prévu que les statuts ne deviennent exécutoires qu'après avoir reçu la sanction du Conseil d'Etat qui fera établir un règlement modèle dont les grandes lignes sont précisées aux art. 4, 5 et 6. Pour les règlements déjà existants, l'art. 7 prévoit une obligation d'approbation au fur et à mesure du renouvellement³.

Le 8 mai 1867, le Grand Conseil forme une commission chargée d'examiner le projet; elle est composée de MM. Vaillant, directeur de la Justice, Genoud-Repond, Bondallaz François, Dupasquier et Broye⁴. Le 13 mai, le Grand Conseil aborde la première lecture après avoir entendu le rapport de M. Broye. La principale modification suggérée touche l'art. 2:

« La Commission propose de faire abstraction de cet article, attendu que ces sociétés-là n'ont pas le caractère de sociétés commerciales et qu'elles ne deviennent sociétés commerciales que pour autant qu'elles se livrent à des opérations de cette nature; les sociétés de fromageries et de laiteries sont des sociétés de personnes pour vendre leurs produits en commun⁵. »

¹ AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1855*, p. 686.

² *Ibidem* 1867, p. 292.

³ Le projet est reproduit dans le *Bulletin des séances du Grand Conseil 1867*, pp. 15-16.

⁴ *Ibidem*, p. 18.

⁵ *Ibidem*, pp. 24-25.

Après avoir rappelé que le projet s'inspirait, sur ce point de la législation des cantons voisins — entre autres Vaud — le commissaire du gouvernement accepte le retranchement qui est aussitôt voté. Deuxième amendement: le député Gendre suggère de mieux régler la procédure d'exclusion d'un sociétaire en rupture de contrat. Troisième modification: la commission propose de ramener à un an le terme pour la sanction des règlements par le Conseil d'Etat. Dans sa séance du 14 mai, le Conseil d'Etat accepte les résultats de la première lecture, exception faite du délai de sanction qui est fixé transactionnellement à trois ans¹. Le lendemain, le Grand Conseil se rallie aux vues de l'exécutif. M. Dupasquier, qui a demandé le maintien du délai d'un an, est battu par 30 voix contre 15². La troisième lecture n'apporte aucune modification³.

Il est indiscutable que le Conseil d'Etat et le Grand Conseil s'étaient entendus pour élaborer un simple règlement de police alors que la situation de l'économie fromagère réclamait des mesures beaucoup plus profondes. De la part du premier, la passivité s'explique par le fait que la majorité libérale-conservatrice, arrivée au pouvoir en 1856, tenait à une conception de «l'Etat veilleur-de-nuit». Son refus de l'interventionnisme se reflète également dans le projet de règlement qu'il fit établir par A. Raemy de Bertigny, afin de le proposer aux nouvelles sociétés. Cet «Acte» dont l'adoption était recommandée par la commission cantonale d'agriculture limitait les engagements des sociétaires à la fabrication en commun du fromage. En vue d'établir une bonne «police» de la fruiterie, il réglait soigneusement les devoirs des sociétaires, représentés par une commission et les obligations du fruitier. Pour les litiges, les associés s'engageaient à renoncer aux tribunaux, reconnaissant d'avance les compétences arbitrales de la commission⁴. Si l'attitude du Conseil d'Etat est compréhensible dans le climat de l'époque, on s'étonne, en revanche, que des députés, liés étroitement aux milieux défavorisés par les caprices de la conjoncture et occupant

¹ AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1867*, pp. 313-314.

² *Bulletin des séances du Grand Conseil 1867*, p. 28.

³ AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1867*, pp. 316-317.

⁴ *Projet de règlement soit Acte de société pour les fruitiers*, Fribourg 1866.

même des charges importantes au sein de la Société fribourgeoise d'agriculture, n'aient pas saisi l'occasion de provoquer un débat sur le fond du problème.

C'est le mérite d'Hubert Charles, alors président du gouvernement, de l'avoir tenté en reprenant la question sous un autre angle. Le 3 décembre 1866, le Grand Conseil transmettait la motion qu'il venait de déposer sur l'écoulement des fromages. Le motionnaire, inquiet de l'évolution fâcheuse des dernières années, invitait le gouvernement :

« 1. à entamer des négociations avec des Fribourgeois ou tous autres pour l'écoulement de nos fromages en France, sauf à en rendre compte au Grand Conseil et sans engagement quelconque ; 2. à étendre l'enquête dans le but de découvrir les motifs de cette stagnation dans l'écoulement et d'aviser aux moyens de perfectionner la fabrication de nos fromages. »¹

Dans son rapport au Conseil d'Etat en date du 20 décembre 1867, la Direction de l'Intérieur répondait d'abord aux griefs implicites que la motion lui paraissait contenir sur la participation fribourgeoise aux expositions qui venaient d'avoir lieu :

« Il résulte des renseignements recueillis auprès d'hommes compétents dans la partie que le but de l'établissement de relations avec la France a été atteint autant qu'il pouvait l'être par les résultats de l'exposition de Paris. D'un autre côté, l'agent fédéral pour cette spécialité avait été, sur les instances de la Direction de l'Intérieur, choisi parmi nos compatriotes. Il a utilisé son séjour et ses relations personnelles à Paris, pour s'assurer que des entrepôts pour nos fromages existent et fournir les renseignements aux négociants suisses. »²

¹ *Bulletin des séances du Grand Conseil 1866*, pp.

² AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1867 B*, (Correspondance interne), p. 577.

L'optimisme officiel se justifiait, sur ce point, si l'on en croit les échos de la presse fribourgeoise sur les deux expositions de Paris - celles de 1866 et de 1867, - ainsi que celle de Berne: la qualité des pièces exposées valut des récompenses et provoqua des commandes importantes¹.

Poursuivant sur le fond du problème, le rapport ajoutait:

« Quant à la stagnation, elle tient à des causes accidentelles et permanentes. Les premières se sont fait sentir en 1865 et 1866, causées par la transformation politique de l'Europe, le cours forcé du papier-monnaie en Italie, l'encombrement du Mont-Cenis qui a forcé les fromages de prendre une voie détournée et haussé les prix des transports; la douceur insolite des derniers hivers qui a permis de faire une plus grande consommation de fruits et de légumes.

Parmi les causes permanentes, nous devons signaler le développement excessif de la production de ces articles, réclamant de nouveaux soins. La fabrication étrangère a fait des progrès énormes en France, en Allemagne et en Hollande. Les Gruyères surtout trouvent des concurrents redoutables dans les fromages de la Savoie et de la Franche-Comté, et si nous voulons avantageusement soutenir la lutte, il faut nécessairement perfectionner nos produits et diminuer les frais de fabrication. Mais ce résultat ne peut s'obtenir que par de longues études. »²

Le diagnostic recoupait exactement les opinions exprimées dans la presse. Dès le début de 1867 en effet, *Le Chroniqueur* avait souligné que

« les fromages subissent le fâcheux contrecoup de la crise financière et des guerres de 1866. Actuellement, le seul débouché important est l'Amérique. »³

Or, même cette Amérique, marché neuf par excellence, vouait son «génie industriel» à multiplier les fromages⁴. Quant à la concurrence

¹ Voir infra l'alinéa sur les expositions, pp. 134-137

² AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1867 B*, pp. 579-580.

³ *Le Chroniqueur* du 12 janvier 1867 (n° 6).

⁴ *Ibidem* du 30 avril 1867 (n° 52).

européenne, elle était traditionnelle, hormis l'outsider hollandais qui venait de prendre un avantage considérable. Face à ces dangers, *Le Chroniqueur* exhuma un rapport officiel de 1852 qui préconisait l'introduction dans le canton de nouvelles espèces, celles-là même qui atteignaient alors des prix élevés, comme le chester et le parmesan¹. C'était là, on s'en souvient, la thèse défendue par Polycarpe Dupasquier mais il aurait fallu envoyer des fromagers à l'étranger pour acquérir la formation nécessaire; la gageure paraissait excessive au moment même où ils continuaient de partir pour la Savoie et le Piémont. De là, les consignes de patience données par le Conseil d'Etat²; le Grand Conseil se contenta provisoirement de cette réponse. Toutefois la motion Charles, mieux que les précédentes, avait mis en lumière la faiblesse des moyens dont le gouvernement cantonal disposait pour agir sur la conjoncture commerciale. Le phénomène apparaît encore plus crûment lorsqu'on replace le commerce extérieur fribourgeois dans son cadre suisse et international.

1. *Ibidem* du 19 février 1867 (n° 22). Il n'est pas interdit de penser que le mémoire était l'œuvre de Dupasquier lui-même.
 2. AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1867*, pp. 840-841.

D. Le commerce du fromage surtout après 1848

1. Amélioration des conditions ambiantes

a) Premiers effets de la centralisation

La guerre du Sonderbund fut le «catalyseur» qui permit de rajuster les institutions à l'évolution économique en rapprochant le libéralisme politique et le libre-échange commercial. Sans reconnaître ni garantir la liberté du commerce et de l'industrie, la nouvelle constitution fédérale la favorisait nettement en confiant à la Confédération le monopole des traités avec l'étranger, sous réserve de certains droits cantonaux.

L'une des premières tâches de l'assemblée fédérale, une fois l'organisation des pouvoirs achevée, fut d'élaborer une loi sur les douanes et un tarif général. L'art. 25 de la constitution prescrivait en effet :

« Les matières nécessaires à l'industrie du pays seront taxées aussi bas que possible. Il en sera de même des objets nécessaires à la vie. Les objets de luxe seront soumis au tarif le plus élevé. »¹

Quant à l'art. 26, il prévoyait que le produit des péages ferait l'objet d'une répartition complexe². Chaque canton toucherait d'abord 4 batz par tête de la population recensée en 1838; puis les cantons insuffisamment indemnisés de la perte des droits de transit, de chaussée, de pontonage, de douanes et autres recevraient une indemnité supplémentaire; enfin le solde serait versé dans la caisse fédérale.

C'est sur ces bases que la revision des douanes et péages fut conduite: elle opposa une majorité fédéraliste et une minorité centralisatrice. La première l'emporta et Fribourg s'y rallia. D'autre

¹ W. E. RAPPARD: *La constitution fédérale 1848-1948*. Neuchâtel 1948, p. 402.

² *Ibidem*, pp. 224-239.

part, les milieux économiques se divisèrent: les industriels liés à l'exportation plaidèrent pour le libre-échange alors que l'artisanat recherchait déjà une protection. Le monde paysan, dont Fribourg faisait partie, se désintéressa presque complètement du problème. Le tarif de 1849-1851 chargeant les importations de droits très modestes, représentait «une mesure fiscale bien plus qu'une arme contre l'étranger». Si l'industrie et le grand commerce organisé pouvaient s'estimer satisfaits de ce que l'unification des douanes ait favorisé la cause du libre-échange, des branches moins structurées comme la vente des produits agricoles n'avaient guère eu l'occasion de faire entendre leurs doléances.

b) *Vers le libre-échange européen*

Le désarmement des tarifs douaniers s'accéléra régulièrement dans les pays voisins de la Suisse après 1848. En 1850-1851, le Piémont-Sardaigne conclut avec la plupart des pays européens des traités de commerce qui accordaient de sensibles abattements de tarifs en cas de réciprocité. Par le traité du 8 juin 1851, la Suisse obtint de la part de Turin le bénéfice de la nation la plus favorisée et du tarif conventionnel sarde. Ce traité fut présenté en Suisse comme un effet direct de la nouvelle constitution fédérale¹. L'art. 5 prévoyait une diminution des droits d'entrée sur les fromages de 20 à 15 fr. par 100 kg. La partie avait été particulièrement ardue pour les négociateurs suisses car la réduction entraînait pour la fromagerie savoyarde une concurrence redoutable et pour les douanes du royaume une perte estimée à 75 000 fr. par an². Aussi *Le Confédéré* souligna-t-il l'importance du succès pour le canton :

« Nous nous félicitons de ce traité, en particulier pour notre canton, qui par la réduction du droit d'entrée sur les fromages, est peut-être celui qui y gagne le plus. »³

¹ WARTMANN: *op. cit.*, p. 138. *Recueil officiel des lois fédérales* (ROLF) 1849 (II), pp. 403-405.

² *Le Confédéré* du 24 juillet 1851 (n° 88). L'avantage acquis est compensé par le fait que la ville de Turin hausse alors son droit d'octroi. AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat* 1853, pp. 95, 142-143.

³ *Ibidem* du 26 juillet 1851 (n° 89).

C'est toutefois la conversion de Napoléon III au libre-échange qui constitue le fait décisif des années 1850. Afin de promouvoir le développement économique de la France et cédant aux instances de financiers convertis au saint-simonisme, l'empereur décida de rompre avec la tradition protectionniste et d'exercer seul la compétence de passer des traités avec l'étranger. Les premiers accords conclus qui modifièrent le plus profondément les tarifs français, le furent avec la Grande-Bretagne en 1860 — traité dit de Cobden — et avec la Belgique en 1861. C'est par l'intermédiaire de ce dernier pays que la Suisse entreprit d'entrer dans le nouveau système. Le traité belgo-suisse de 1862 fut conclu sur la base du tarif conventionnel négocié par Bruxelles avec Paris, ce qui n'avantagea guère les produits agricoles suisses.

Restait l'objectif majeur: améliorer les relations commerciales avec la France, principal débouché de la production fromagère fribourgeoise. La chose était possible puisque la balance commerciale entre les deux pays présentait vers la fin des années 1850 un déficit d'environ 80 à 90 millions de fr. pour la Suisse¹, déficit qui allait s'accroître après la conclusion des traités Cobden avec l'Allemagne et l'Italie². La presse fribourgeoise sentait que le moment était venu. Après la mauvaise campagne de 1860, *Le Journal de Fribourg* répétait que le canton ne pouvait se contenter du «débouché ordinaire qui est le Piémont» au moment où s'amplifiait la concurrence de la Savoie devenue française, mieux placée que Fribourg sur la route de Turin. Le gouvernement fribourgeois devait d'urgence

¹ Les statistiques donnaient les chiffres suivants:

en mio. de fr.	Exportations suisses en France	Importations suisses de France
1859	52,3	115,7
1860	54,5	136
1861	59	142

² Les négociations franco-italiennes de 1863 abaissèrent, en effet, les droits sur les fromages français à 4 fr. par quintal, alors que les produits suisses continuaient à payer 8 fr. Le gouvernement fribourgeois fit une démarche auprès du Conseil fédéral à ce sujet. AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1863*, (pp. 336, 351, 443, 634, 649) et 1864 (pp. 333, 341: nouvelle démarche infructueuse).

prendre l'initiative pour faire abaisser les droits français — 8 fr. par quintal a.t. — car « nos fromages valent bien un peu de diplomatie. »¹

Le Conseil fédéral l'avait également compris. La Suisse qui était au 4^e rang du commerce français après la Grande-Bretagne, la Belgique et le royaume d'Italie ne pouvait demeurer en dehors du mouvement libre-échangiste qui rapprochait ces différents pays. Dès 1861, Berne fit des ouvertures à la France pour insérer dans le prochain accord la clause de la nation la plus favorisée. Quand le Conseil fédéral lança une circulaire invitant les cantons à faire connaître leurs desiderata, le gouvernement fribourgeois, sur avis de la Commission d'agriculture du commerce et de l'industrie, proposa de demander « l'entrée en franchise ou la réduction des droits sur les fromages, le bétail et les bois ouvrés », ainsi qu'un régime de faveur pour les pailles tressées offrant en contrepartie la franchise sur les vins et d'autres avantages². Les négociations ne s'ouvrirent pourtant qu'en 1863 pour aboutir en 1864 à la liquidation d'un important contentieux où figurait un traité de commerce enfin réaménagé. En février 1863, une assemblée de producteurs et de commerçants de produits agricoles tenue à Olten avait fait siennes les thèses de Jost Weber prônant entre autres un abaissement substantiel des droits sur les fromages : elle avait même abaissé la proposition du rapporteur de 7 à 5 fr. par quintal³ ce qui montre l'impatience des milieux intéressés.

L'accord du 30 juin 1864 amenait pour la première fois dans l'histoire, la France à se rallier au libre-échangisme traditionnel de

¹ *Le Journal de Fribourg* du 16 mars 1861 (n^o 33).

² AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1862*, p. 1137.

³ La brochure qui fut publiée à la suite de cette assemblée intéressa de larges cercles de l'opinion suisse. Il s'agit de J. WEBER: *Die Schweizerische Landwirtschaft und der Französische Handelsvertrag. Bericht an die Versammlung schweizerischer Landwirte und Handlungshäuser in landwirtschaftlichen Produkten, von 14. Februar 1863 in Olten*. Luzern 1863. *Le Chroniqueur* des 13 et 15 mars 1863 en signale l'importance (n^o 30 et 31).

la Suisse¹. Si des faveurs exceptionnelles étaient concédées aux textiles suisses jusqu'alors prohibés, les produits agricoles se trouvaient également soulagés. C'est ainsi que, par le tarif mis en vigueur le 1^{er} juillet 1865, les fromages suisses ne payaient plus que 2 fr. par quintal suisse pour les pâtes dures et 1,50 pour les pâtes molles, au lieu de 8 et 3 dans l'ancien tarif. *L'Ami du peuple* reconnut aussitôt que le canton y gagnerait pour ses fromages².

La négociation réussie avec la France favorisa les ouvertures faites en direction du Zollverein allemand. Le gouvernement prussien accepta d'appliquer à la Suisse le régime de la nation la plus favorisée sur la base du tarif qui avait été stipulé en mai 1862 déjà avec la France. Les événements militaires de 1866 permirent de rouvrir la discussion qui aboutit, le 13 mai 1869, à la signature d'un accord entre la Suisse et le Zollverein. Les exportations suisses de fromages, qui avaient subi le contrecoup des événements militaires, retrouvèrent alors une vigoureuse impulsion mais il s'agissait de produits venus avant tout de la Suisse alémanique³.

L'unification italienne achevée pratiquement avant celle de l'Allemagne avait obligé Suisse à sauvegarder ses intérêts transalpins. Les négociations furent menées entre 1854 et 1868; elles s'avérèrent très laborieuses car le jeune royaume d'Italie avait profité de son traité avec la France pour élever ses tarifs sur de nombreux postes. La Suisse se trouvait placée sur le même pied que la France, ce qui représentait déjà, pour le canton et ses fromages, un avantage considérable⁴. Finalement, le 21 juillet 1869, les Suisses se résignèrent à signer un traité. Dans le domaine qui intéresse Fribourg, le nouvel accord maintenait la baisse concédée en 1852 sur les pailles italiennes, ainsi que la diminution des droits sur les fromages et la liberté pour le commerce de bétail.⁵ A cette série d'accords vitaux pour la

¹ ROLF (VIII), pp. 201-279. Pour les fromages français entrant en Suisse, le droit était fixé à 2 fr. pour les 100 kg. et pour le vin en tonneau à 1,50 fr. pour la même quantité.

² *L'Ami du Peuple* du 7 juillet 1864 (n^o 97).

³ ROLF (IX), pp. 765-798.

⁴ AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat* 1864 (p. 528) et 1865 (pp. 592-593).

⁵ ROLF 1869 (IX), pp. 595-607.

Suisse, on peut ajouter celui conclu, le 25 novembre 1850, avec les Etats-Unis d'Amérique³ et le traité austro-suisse du 14 juillet 1868.

Ce dernier se ressentait du revirement opéré par Vienne en politique générale et sur les questions de commerce extérieur à la suite des défaites de l'empire habsbourgeois en Italie et en Allemagne. La presse fribourgeoise ne commenta pas ces aménagements douaniers, dont l'incidence était très faible sur la production locale. En revanche, les journaux évoquaient assez fréquemment la concurrence américaine. Aussi est-il intéressant de noter que, lorsque la Suisse envoya en 1862 une mission au Japon afin de nouer des relations commerciales, le gouvernement cantonal se préoccupa d'y trouver un nouveau débouché pour les fromages. Un rapport fut demandé par la Direction de l'Intérieur à MM. Perrier, négociant à Châtel et L. Weck-Reynold, membre du conseil d'administration de la société «La Gruyérienne». La conclusion des experts fut que le gruyère était très apprécié dans les Indes anglaises et hollandaises, qu'on lui accordait la préférence sur l'emmenthal et, de ce fait, qu'une prospection s'avérait utile². On ne connaît pas la suite donnée à cette démarche.

Ainsi les années 1860 furent marquées par une ouverture généralisée des frontières européennes aux échanges commerciaux : l'avenir du libre-échange, principe cher à la Suisse, paraissait assuré. Le volume des transactions s'en ressentit immédiatement : de 1850 à 1860, les ventes suisses en France avaient représenté une valeur de 442 millions de fr.; elles montèrent à 928 millions pendant la décennie suivante³. L'impression de dynamisme dans les échanges extérieurs se fit sentir dans tous les secteurs. La vente des fromages fribourgeois — à côté des pailles et du bois — en bénéficia d'autant plus largement que ses débouchés principaux étaient en France, pays qui constituait le pivot du nouveau système d'accords mis en place, sous l'égide du libre-échange, à partir de 1862. Le point mérite d'être souligné pour comprendre le contraste qui oppose

¹ ROLF 1850 (V), pp. 189-206.

² AEF *Correspondance de la Direction de l'Intérieur 1862-1863*, pp. 271-272.

³ Dictionnaire historique et biographique de la Suisse. Art. *France*; *relations économiques*. T. III, p. 171.

l'expansion des années 1850-1870, compte tenu des inévitables fluctuations conjoncturelles et la crise qui marquera le dernier quart du XIX^e siècle.

c) Les expositions internationales

L'économie médiévale avait suscité les grandes foires ; la révolution industrielle et le libre-échange encouragèrent de même les expositions internationales dont le premier exemple notable fut celle de Londres en 1851 qui réunit déjà 17 000 exposants. Même si les produits agricoles n'y jouèrent souvent qu'un rôle secondaire, les milieux qui s'occupaient de leur écoulement sur le marché international déployèrent de grands efforts pour obtenir des appuis gouvernementaux à de telles manifestations. Ainsi commença à se manifester l'aide à l'exportation qui prendra une importance croissante à partir du dernier quart du XIX^e siècle, aboutissant progressivement à une véritable politique du commerce extérieur.

Le développement du commerce international entre 1850 et 1870 correspond à la vigoureuse expansion de l'économie de l'Europe occidentale à la suite de la construction des chemins de fer et des unifications nationales. Il se reflète de façon de plus en plus brillante dans ces «vitrines du progrès» que sont les grandes expositions internationales¹. La première manifestation de grande échelle à laquelle les commerçants fribourgeois aient envoyé leurs fromages paraît avoir été le Concours agricole de Paris en 1856, qui est l'hôte du Palais de l'Industrie inauguré l'année précédente. Deux exposants du canton y obtiennent une médaille d'or pour leurs gruyères, qu'un membre du jury n'a pas hésité à qualifier de «meilleurs du monde»². Une relation complémentaire précise même que ce jury enthousiaste a déjeuné plusieurs fois avec ces «excellents produits des vaches fribourgeoises»³. Lors de la campagne de vente de 1857, on fait souvent allusion aux acheteurs français qui affluent pour acquérir une production désormais réputée : 25 à 30 000 pièces

¹ R. SCHNERB: *Le XIX^e siècle*. Paris 1955 (Histoire générale des civilisations, T. VI), pp. 136-146.

² *Le Confédéré* du 9 juin 1856 (n^o 69).

³ *Ibidem* du 16 juin 1856 (n^o 72).

devraient leur écoulement aux récompenses reçues¹. A la grande exposition de Londres en 1862, où pour la première fois le monde entier a été invité, seul le bétail fribourgeois a représenté le canton de manière parfaitement honorable, si l'on en croit le rapport final.

En 1865, se tient de nouveau à Paris une exposition internationale de fromages. Le gruyère y est présenté par un exposant bullois, un jurassien et un neuchâtelois, ce qui illustre déjà la dissémination de la production. Pourtant, refusant de céder à l'esprit de clocher, le correspondant du *Confédéré* loue toutes ces variétés, les déclarant très supérieures au comté du Jura français.² A propos de la même manifestation, on remarque non sans malice que l'emmenthal est à son tour en butte à la concurrence du Danemark et de la Suède. Le concours agricole de l'année suivante, tenu également à Paris, amena de plus graves déceptions encore. Sur les 7 à 800 fromages présentés, les gruyères emportèrent la victoire. Mais le jury avait pris la «précaution» de les diviser en deux catégories. Dans celle des producteurs français, les fruitiers de l'Ain et du Doubs triomphèrent, Mais une surprise se produisit dans la catégorie étrangère où la médaille d'or alla à un Bavarois, les médailles d'argent à un Fribourgeois et un Neuchâtelois, celles de bronze à un Bernois et à un Danois. Le *Journal de Fribourg* ne chercha pas à cacher son désapointement :

« Nous ne pouvons nous empêcher de trouver dans ce fait une nouvelle preuve ... que notre fabrication est arriérée et qu'il est urgent de prendre des mesures pour remettre nos fromages au rang qu'ils pourraient occuper. Ce n'est pas le Gruyère qui est tombé en disgrédit ; c'est le Gruyère fribourgeois. Avis aux producteurs! »³

Quelques semaines plus tard, un lecteur du même journal transforme l'incident en une sombre machination :

« Que les fromages de Gruyère aient remporté la palme, il n'y a là rien de fort surprenant ; mais que les gruyères français aient été jugés supérieurs aux gruyères suisses, cela me paraît équitablement impossible. Je suis con-

¹ *Le Chroniqueur* des 6 mai et 1^{er} juillet 1857 (n° 54 et 78).

² *Ibidem* du 26 décembre 1856 (n° 156).

³ *Journal de Fribourg* du 21 février 1867 (n° 23).

vaincu pour mon compte, que, guidés par un patriotisme exagéré et mesquin, les organisateurs de ces concours avaient d'avance le projet arrêté de ravir à la Suisse son antique renommée pour la transférer à la France. Comment admettre en effet qu'un gruyère gras conditionné dans les Alpes suisses, selon les règles de l'art, ne soit pas nécessairement et toujours supérieur à un autre gruyère gras conditionné de même dans n'importe quelles autres montagnes ? *Nemo dat quod non habet*.

Bien plus, croyez-le, de grâce, dans les concours quelconques établis à Paris, l'or joue un rôle immense, et les exposants suisses, forts de leur supériorité réelle, ne s'en sont pas même doutés. Que les Suisses fassent donc en Suisse des expositions nationales de leurs fromages, beurres et autres produits du lait de vaches ; qu'ils accueillent et s'approprient avec un rationnel et patriotique empressement tous les procédés nouveaux qui peuvent concourir à l'amélioration de ces divers produits, et toujours ils seront les premiers, les plus remarquables producteurs en ces sortes de choses. »¹

Dans ces circonstances, on comprend que les milieux du commerce fribourgeois aient voué un soin tout particulier à la préparation de l'exposition universelle de Paris qui, en 1867, cherche à éclipser le précédent de Londres. Dès le début de l'année, on annonce qu'un choix de pièces seront présentées à Bulle dans un tournoi préalable afin de

«soutenir, voire même jusqu'à un certain point [de] rétablir la vieille réputation du Gruyère. »²

En février, la presse annonce qu'une sélection a été opérée : la Gruyère fournira quinze pièces pour représenter un produit dont le chiffre d'affaire représente annuellement 2,5 millions de fr. pour le seul canton de Fribourg³. Comme les ventes sont en baisse, les décisions du jury sont attendues avec une certaine anxiété. Les premières nouvelles encourageantes reçues se confirment bientôt : la Société anonyme du Moléson reçoit une médaille d'or pour ses fromages de Gruyère et son carnet de commandes se gonfle rapidement : entre autres, elle livrera 500 quintaux pour la marine française, qui avait été sous l'Ancien régime un client traditionnel⁴. Mais

¹ *Ibidem* du 2 avril 1867 (n° 40).

² *Le Chroniqueur* du 1^{er} janvier 1857 (n° 1).

³ *Ibidem* du 21 février 1867 (n° 23).

⁴ *Le Chroniqueur* des 11, 23 et 28 mai 1867 (n° 57, 62 et 64).

l'absence des fabricants de chester et la défaite des Hollandais ne doivent pas faire illusion : la concurrence s'aggrave¹.

C'est en effet par ces manifestations internationales que le canton prend conscience de l'ampleur et de la diversité des rivalités dans un domaine où l'amour-propre local entretenait encore trop d'illusions. A l'issue de la campagne malheureuse de 1866, le *Journal de Fribourg* procède à un examen approfondi de la situation :

« Il nous semble que ce serait le cas de s'occuper d'une de nos rares industries dont la situation n'est rien moins que prospère en ce moment. C'est celle de la fabrication des fromages. Personne n'ignore qu'un certain discrédit et par suite une baisse considérable ont atteint ce produit qui procurait autrefois de précieuses ressources au canton de Fribourg. C'est qu'aujourd'hui la concurrence s'en est mêlée ; pendant que nous restions stationnaires et conservateurs, Anglais, Hollandais, Allemands, Français, gens de progrès, perfectionnaient leurs procédés avec l'aide de la science et arrivaient bientôt à dépasser la routine de nos fruitiers. Il en est de cette industrie comme de celle des pailles tressées ; autrefois c'est chez nous qu'on venait chercher des maîtres, et aujourd'hui nous sommes les derniers ou peu s'en faut ; encore quelques années et nous aurons atteint l'idéal auquel il semble qu'on veuille nous amener : la pétrification morale et matérielle. »²

En conclusion, on serait tenté d'écrire que la leçon a été d'autant plus durement ressentie qu'elle venait de loin. En fait d'autres facteurs contribuaient encore à pousser les Fribourgeois à des comparaisons salutaires.

d) Le chemin de fer et la concurrence sur le plan suisse

On a vu qu'en 1845 déjà Passalli avait lié le développement de l'économie alpestre à la construction d'une voie ferrée dans le canton. Mais le retard de la Suisse était considérable dans ce domaine : il fallut la menace de voir les courants du commerce européen se détourner des passages traditionnels qu'ils empruntaient à travers le pays pour que se dessine, au début des années 1850, le premier projet de transversale Genève-Constance. En laissant l'initiative

¹ *Ibidem* du 13 juin 1867 (nº 71).

² *Le Journal de Fribourg* du 17 janvier 1867 (nº 8).

aux cantons et aux capitaux privés, la loi de 1852 n'aida guère à rattraper le retard. En Suisse romande, une dure rivalité opposa bientôt les gouvernements vaudois et fribourgeois sur le tracé devant rattacher cette région au reste du pays. Le gouvernement fribourgeois eut le mérite de prendre énergiquement les affaires en main; encore le fit-il plus pour défendre les intérêts généraux du canton, que dans l'intention de faciliter le roulage existant. Dans la perspective du rattachement le plus adéquat au réseau existant et encore à créer, la ligne réunissant Berne à Lausanne par Thörishaus, Fribourg, Romont, Oron paraissait «la plus normale et la plus avantageuse»¹. mais elle ne se raccordait en aucune manière au réseau des routes cantonales.

Aussi les intérêts des transporteurs et des marchands conseillaient-ils plutôt un tracé passant par Fribourg, Bulle, Vevey, Saint-Maurice, le col du Saint-Bernard pour aboutir à Turin, ce qui

«serait d'un immense avantage pour la Gruyère principalement, pour le transport de ses fromages et de son bétail, dont il se fait un commerce très considérable et qui augmenterait encore en raison du bas prix et de la facilité du transport.»²

L'idée dépassait les intérêts locaux: elle était de battre ainsi en brèche les tarifs piémontais en abaissant le coût du transport. La résistance de la Gruyère au tracé officiel s'explique en partie par ces considérations, renforcées encore par le projet de percement du Mont-Cenis, après le rattachement de la Savoie à la France. Quand la première locomotive arriva en 1860 de Berne aux portes de Fribourg, les milieux gruériens cherchèrent une compensation dans la construction de l'embranchement Bulle-Romont. Dès les premiers efforts, on laissa entrevoir les possibilités d'écoulement des produits locaux: au moins 16 000 quintaux de fromage, des milliers de pièces de bétail et des quantités importantes de bois³. L'ouverture de la ligne en 1868 confirma les pronostics.

¹ J. NIQUILLE: *Un siècle d'histoire fribourgeoise*. Fribourg 1941, p. 146.

² *Le Journal de Fribourg* du 19 décembre 1861 (n° 152).

³ *Le Narrateur fribourgeois* du 25 janvier 1853 (n° 11).

Mais, à la fin des années 1860, la politique tarifaire des chemins de fer était encore trop embryonnaire pour influer sur les conditions de la concurrence. En revanche, la rivalité entre les divers centres de production suisses était devenue assez vive pour compléter l'effet salutaire de la concurrence exercée par l'étranger. S'il n'est pas possible d'étudier la lutte entre le gruyère et l'emmenthal sur le plan national à travers les efforts déployés par les marchands, les concours fournissent quelques indices, car ils ont joué, à l'instar des expositions internationales, le rôle de «révélateur».

C'est ainsi que des fromages de Gruyère sont présentés à l'exposition industrielle suisse de 1848, qui se tient à Berne¹. En 1857, la ville fédérale abrite à nouveau une foire nationale, réservée cette fois aux produits agricoles². Si l'on en croit A. Raemy de Bertigny, qui lui consacre des «observations» réunies en brochure, les fromages constituent le point faible de la manifestation : l'assortiment des variétés est incomplet même pour Berne et Fribourg. Dans le dernier cas,

« MM. Peyraud et C^{te} de Bulle, et Perrier de Châtel, figuraient avantageusement au concours, le premier avec 13 pièces, le second avec 6 pièces de fromage. »³

Dix ans plus tard, la Société suisse des produits alpestres organise, de nouveau à Berne, la première exposition suisse des produits du lait⁴. En février déjà, le Conseil d'Etat alloue 200 fr. de subside à la Société suisse d'économie alpestre qui s'est chargée de présenter la production de montagne⁵. Malgré la concurrence de l'exposition universelle de Paris, le même Raemy recommande, au début de l'été, la manifestation à ses concitoyens :

« Elle comprendra tous les produits obtenus avec le lait: fromages, vacherins, séracs, tommes de chèvres, de brebis, beurres, etc.; instruments destinés à la fabrication de ces produits, tels que formes à fromages, cuillers

¹ *Le Confédéré* du 5 août 1848 (n^o 93).

² *Le Chroniqueur* du 30 septembre 1857 (n^o 117).

³ *Observations sur l'Exposition suisse de l'agriculture à Berne en octobre 1857*. Fribourg 1857, pp. 21-22.

⁴ *Le Chroniqueur* du 9 février 1867 (n^o 18).

⁵ *Ibidem* du 26 février 1867 (n^o 25).

à écrémer, vases à lait, balances, barattes à beurre, chaudières, pressoirs, etc. Cette exposition est faite surtout en vue d'étudier les fabrications suisses, de trouver les moyens de les perfectionner et d'utiliser le lait de diverses manières, afin d'en tirer le parti commercial le plus grand. »¹

Le président de la Société fribourgeoise d'agriculture invite ensuite les Fribourgeois à envoyer leurs produits. L'appel au concours préalable est largement entendu mais la Société, chargée de préparer la sélection, opère un choix sévère de manière à «n'envoyer à l'exposition que des pièces dignes d'être primées».

A cette occasion, on retrouve dans les commentaires, une pointe d'envie pour ce qui se faisait dans les autres cantons :

« Depuis longtemps déjà dans la Suisse allemande, gouvernements, sociétés et particuliers s'occupent activement de rechercher les moyens d'améliorer cette importante fabrication ; on a noué dans ce but des relations avec l'Angleterre et la Hollande ; on s'est adressé à de savants chimistes ; n'en pourrions-nous pas faire autant ? Ne pourrions-nous envoyer aux expositions un homme quelque peu expert dans la partie ? Ne pourrions-nous pas accorder un subside à un ou deux des meilleurs élèves de l'Ecole d'agriculture pour aller étudier pratiquement cette branche si importante de notre industrie agricole ? »²

Le raisonnement est toujours le même : la supériorité des fromages fribourgeois est incontestable ; elle ne le restera que si les fruitiers améliorent constamment leur fabrication³. Ainsi fabricants dans leurs laiteries et marchands par leurs contacts à l'extérieur doivent s'épauler dans la course nécessaire au progrès. Ont-ils suivi ces conseils avisés ? telle est la réponse qu'il faut demander maintenant aux statistiques de vente et à l'analyse des activités des premières sociétés anonymes.

¹ *Ibidem* du 1^{er} juin 1867 (n^o 65).

² *Le Journal de Fribourg* du 17 janvier 1867 (n^o 8). Voir également *Le Chroniqueur* du 12 septembre 1867 (n^o 110).

³ *Le Journal de Fribourg* du 31 août 1867 (n^o 105).

2^o *Les aspects du commerce*

a) *Le mouvement des prix*

On a vu que la production, après avoir fortement fluctué sous la Régénération, suit un *trend* ascendant depuis 1848: estimée à 35 829 quintaux a.t. cette année-là, elle sera de 51 362 en 1870, soit une augmentation de 43 %. La courbe des prix obéit à une impulsion encore plus forte puisque, partie en 1848 de 26 fr. en moyenne pour le quintal, elle aboutit à 61,22 en 1870, ce qui représente une plus-value de 123,6 %¹. La comparaison entre la courbe de la production cantonale et celle des prix moyens est intéressante à plus d'un point. Jusqu'en 1850, la stagnation des prix n'encourage guère la plaine à pousser sa production; les «bonnes années» de la fabrication de montagne entraînent des excédents qui sont parfois vendus à perte comme le suggèrent les plaintes recueillies par la presse.

De 1850 à 1860, la production augmente plus lentement que les prix. La forte demande étrangère les fait passer de 40 à 55 fr., soit une hausse d'environ 40 %, alors que l'écart entre la production minimum (32 329 q. en 1852) et la production maximum (41 885 q. en 1858) de la période n'est que de 29 %. La demande paraît avoir été nettement supérieure à l'offre. La situation s'inverse dans la décennie suivante. Alors que les prix moyens oscillent entre 50 et 60 fr., soit dans une marge de 20 %, la production marque une amplitude beaucoup plus forte: par rapport au minimum enregistré en 1862 (39 707 q.), le maximum de 1865 (52 270 q.) représente un excédent de 31,5 %. Surtout à partir de 1865, l'offre est supérieure à la demande et les ventes se font plus péniblement.

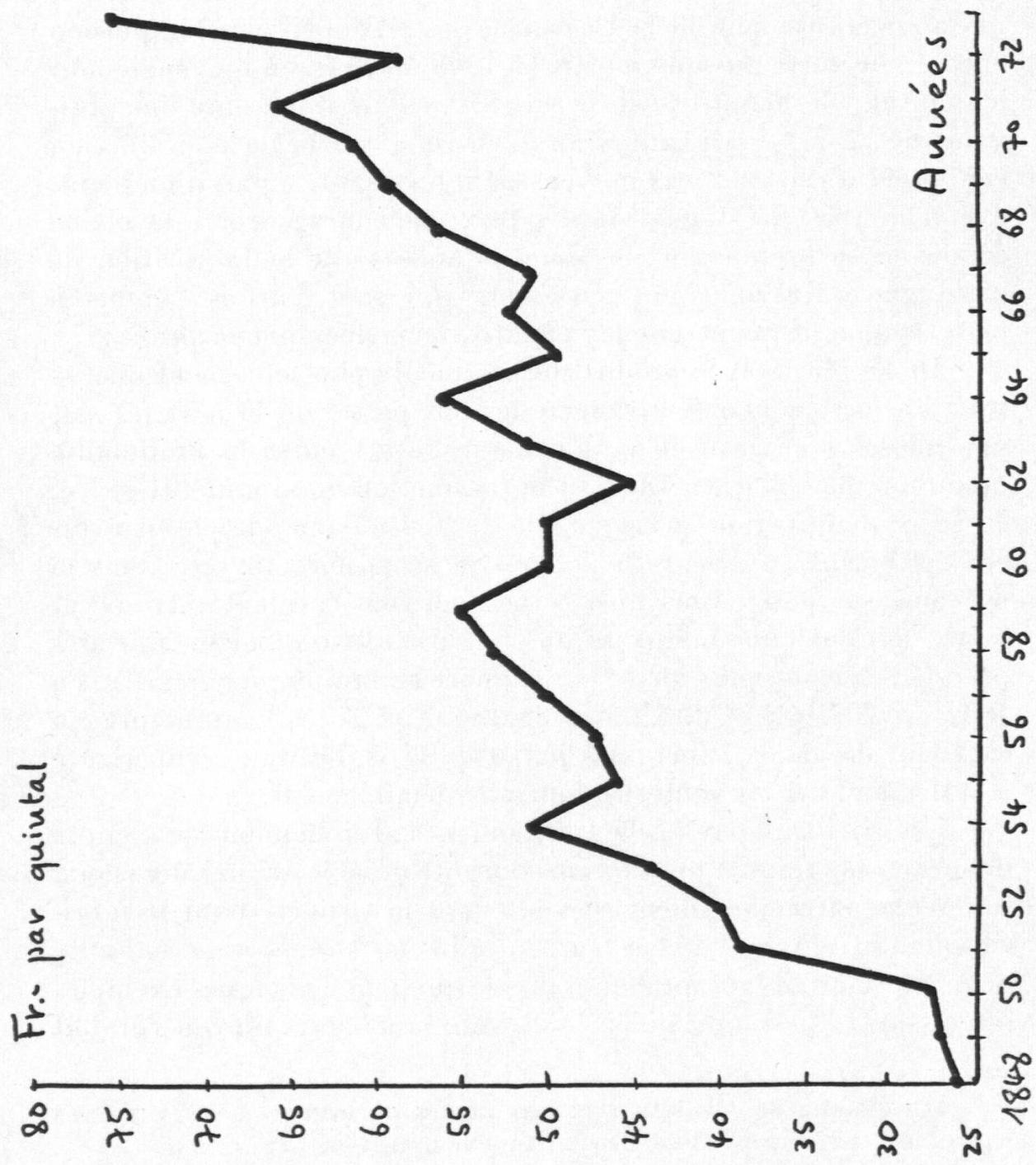
Les statistiques officielles ne tiennent naturellement pas compte des écarts séparant la production courante de celle du premier choix, différence particulièrement sensible dans la Gruyère dont la fabrication était plus recherchée, surtout dans les bonnes années. Faute de mercuriales, il faut fouiller la presse qui donne quelques exemples intéressants. C'est ainsi qu'en 1858, année où le prix moyen s'établit

¹ Graphique¹ de l'évolution du prix moyen du fromage gras et mi-gras par quintal a.t. entre 1830 et 1870. (Annexe 6, p. 142.)

Fromage gras et mi-gras.

Prix moyen de la production annuelle, de 1848 à 1873

Annexe 6



à 53 fr., la production de plaine s'écoule de 52 à 55 fr., alors que les pièces de montagne trouvent preneurs entre 53 et 56 fr.¹ En 1861, les prix du montagne avec 54 et même 55 fr. sont nettement supérieurs à la meilleure production de plaine — 51 et 52 fr. — donc à la moyenne cantonale qui est de 50 fr.² Pour 1867, qui est de nouveau une bonne campagne, les excellents gruyères de montagne vont jusqu'à 60 fr., tandis que les meilleurs de plaine ne dépassent pas 55 à 58 fr., le prix moyen s'établissant à 51,75 fr.³ L'écart progressif qui se creuse entre les cours les plus élevés signalés par la presse et le prix moyen calculé par les organes de l'Etat illustre bien la baisse de qualité qu'affecte le gros de la production, phénomène déjà longuement évoqué.

Un autre phénomène, plus difficile à mesurer, réside dans la spéculation saisonnière. Les difficultés financières croissantes, rencontrées par les teneurs de montagnes dans la location des vaches et des pâturages, les incitent à vendre à terme dans le courant de l'été, c'est-à-dire avant l'arrivée des acheteurs étrangers. Ils traitent alors avec des intermédiaires du pays qui espèrent tirer profit de leurs investissements en revendant ensuite aux marchands venus de l'extérieur ou en exportant eux-mêmes. Quand les prix sont à la hausse, ces marchés se confluencent en août déjà, aussi bien pour la plaine que pour la montagne. En période normale, les premières offres émanent des laitiers de plaine et les fruitiers de montagne les imitent à la désalpe. Dans les périodes de mévente, les derniers venus sont naturellement les plus défavorisés.

On peut illustrer le phénomène par un exemple : l'année 1861. La production est en faible expansion sur celle de 1860 : 41 607 quintaux (dont 34 495 de gras et mi-gras) contre 41 221 (dont 34 412) pour l'année précédente. A fin août, la presse annonce que les laiteries de plaine ont fait des offres et que les premiers marchés ont été conclus : 51 fr. le quintal à Massonnens, 52 au Châtelard et 53 à Vuadens. Les alpages se réservent encore pour attendre l'arrivée d'acheteurs étrangers. Les fromages vieux s'écoulent encore à 60-

¹ *Le Chroniqueur* du 28 août 1858 (n° 103).

² *Ibidem* des 7 et 14 septembre 1861 (n° 108 et 111).

³ *Ibidem* des 17 août et 12 novembre 1867 (n° 99 et 136).

65 fr.¹. Dans la première quinzaine de septembre, les ventes de montagne commencent à 54,50 et 55 fr. ; on en tire la conclusion que les prix de 1860 seront tenus². Les transactions se multiplient à partir de la mi-septembre grâce à l'arrivée des acheteurs français ; les pièces de laiterie montent également : Châtonnaye (54 fr.) ; Botterens et Bulle (53 fr.). Le premier choix de montagne plafonne à 55 fr. et s'écoule rapidement, semble-t-il. En effet, le 30 octobre déjà, *Le Chroniqueur* annonce que les fromages soit de plaine, soit de montagne, sont devenus introuvables :

« L'arrivée de marchands français et piémontais aidant, et il faut les en remercier, tout est vendu depuis quelques jours. Seulement les montagnards regretteront peut-être que nos spéculateurs indigènes aient pressenti un peu trop tôt la concurrence qui venait du dehors et se soient pressés de moissonner là où d'autres n'ont pas même trouvé à glâner. »³

Le tort subi par les teneurs de montagne est ici évident.

Parfois le prix, après avoir stagné en automne, se relève brusquement à l'entrée de l'hiver, le profit allant encore plus nettement à l'intermédiaire qu'au producteur, ainsi en 1862⁴. A l'inverse, dans d'autres cas, le spéulateur qui a acheté à la hausse en septembre, se trouve pénalisé par une baisse ultérieure, par exemple en 1865, année où la «chasse aux fromages» se retourne contre ceux qui l'ont entreprise⁵.

La hausse générale des prix est en rapport direct avec l'élargissement des marchés qui s'opèrent durant le deuxième tiers du XIX^e siècle, selon une tendance générale du commerce extérieur suisse. Répondant à l'enquête de Zellweger, le gouvernement fribourgeois esquisse dès 1825 une géographie des exportations qui offre déjà sensiblement de celle décrite par Savary en 1813. De la fabrication annuelle,

¹ *Le Chroniqueur* du 7 septembre 1861 (n^o 108).

² *Ibidem* du 14 septembre 1861 (n^o 111).

³ *Ibidem* du 30 octobre 1861 (n^o 119).

⁴ *Le Journal de Fribourg* des 11 novembre et 13 décembre 1862 (n^o 135 et 142).

⁵ AEF, *Rapport du préfet de la Veveyse (Genoud) pour 1865*, p. 22.

« un sixième suffit à notre consommation, un sixième s'expédie en Allemagne, Hollande et le Nord, deux sixièmes en Piémont et en Italie et les deux autres sixièmes en France. La route de Vevey et la navigation du Lac servent à l'exportation des deux tiers de nos fromages, le reste emprunte les routes de Morat et de Berne pour Bâle et Zurich. »¹

En 1843, le gouvernement donne à la Diète des données moins précises : sur les 30 000 quintaux fabriqués, 11 000 sont consommés sur place et 19 000 exportés vers la Savoie, la France, la Suisse orientale et l'Allemagne². Entre 1850 et 1865, les principaux débouchés sont la France et le Piémont, comme le manifestent les efforts déployés pour améliorer les tarifs douaniers. La France absorbe plus du tiers de la production cantonale, le Piémont environ un cinquième. Ces proportions se modifient en fonction des avantages douaniers obtenus : quand le Piémont abaisse le premier ses tarifs en 1861, sa part augmente ; après 1864, la France redevient le principal acheteur. Toutefois, vers la fin des années 1860, se dessine de plus en plus la tendance à exploiter les marchés extra-européens : Extrême-Orient et surtout Amérique du Nord qui, au lendemain de la crise de 1866, est qualifiée de «seul débouché important».³ Il convient de noter que cette redistribution entre les zones d'exportation résulte moins des efforts déployés par le gouvernement que des aléas de la conjoncture, ce qui accroît l'impression de fragilité qui se dégage du commerce des fromages fribourgeois.

b) Des marchands aux sociétés anonymes

Parallèlement à l'augmentation des qualités produites et à la diversification des débouchés, on assiste à une mutation significative dans les agents même du commerce : aux fruitiers et aux marchands isolés succèdent les premières sociétés anonymes. La transformation marque non seulement un changement dans les méthodes

¹ AF Berne, *Tagsatzungsarchiv 1803-1848: Zollwesen im allgemeinen; Korrespondenzen der kantonalen Behörden mit dem eidgenössischen Revisor: D 1750: Fribourg* (réponse aux questions de février 1825).

² *Ibidem D 1868 Fribourg* (17 mai 1843).

³ *Le Chroniqueur* du 12 janvier 1867 (n° 6).

de prospection mais également une structure nouvelle du marché local où les achats dispersés cèdent le pas à des prises en charge de quantités massives.

Tant les recensements que le registre des passeports¹ signalent de très nombreux marchands, négociants et commerçants : entre 1825 et 1855, les demandes de passeports ne concernent pas moins de 170 Fribourgeois exerçant de telles activités. Mais on ne trouve qu'une seule fois parmi les motifs de départ la vente des fromages : il s'agit de Joseph Riedo de Planfayon, qui se rend le 30 novembre 1850, en France, Bade, Bavière, et Wurtemberg et qui représente un exemple de marchand traditionnel. Parmi tous les autres qui voyagent pour «vaquer à leurs affaires», il y a certainement de nombreux négociants en fromages. Ainsi on peut signaler, parmi ceux qui sont installés à Bulle, les Charrière originaires de Cerniat, les Castella de Neirivue, les Dupré de Gruyères, les Glasson de souche locale, les Moret de Vuadens, les Oberson de Rueyres-Trefayes, les Pettolaz de Charmey ou de Bulle, les Peyraud originaires de Saint-Roch (Savoie). De même à Châtel-Saint-Denis, il faut compter avec les Colliard, les très nombreux Genoud et les Perrier. Parfois des recoupements aboutissent à la certitude. Ainsi le recensement et de 1850 indique Ignace Genoud comme négociant de fromages : né en 1822, il est alors marié et vit avec ses sept frères et sœurs. Il sera préfet de la Veveyse après un autre négociant en fromages, Louis Perrier, dont le recensement de 1850 indique même qu'il entretient un ouvrier tonnelier².

Sans pouvoir déterminer exactement la nature des transactions opérées, les registres des notaires gruériens font état de l'activité dans le haut pays de maisons veveysannes, telles Michaud et Pradez³ Favre et Rufenacht⁴. De même, l'action de certains commerçants de la ville de Fribourg paraît s'être étendue à la zone alpestre en rapport avec le négoce du fromage ; on peut citer les Bonati d'origine allemande, les Claraz d'ascendance savoyarde, les Daler venus du

¹ AEF, *Registre des passeports 1850-1852*.

² *Recensement de 1850 (Commune de Châtel-St-Denis)*.

³ AEF RN 4763, fol. 225.

⁴ AEF RN 3634, p. 88.

Bade, les Delpech, les Guidi, les Gendre, les Landerset, les Möhr, les Moosbrugger, les Savary, les Vicarino et les Wicky. L'établissement du registre fédéral du commerce en 1883 révélera, en effet, que de très nombreux commerçants s'occupaient depuis longtemps du commerce de fromages en gros et en détail mais la trace des maisons anciennes est difficile à trouver dans les actes officiels. Vers la fin des années 1850, cette classe bourgeoise commence à l'emporter sur les fruitiers traditionnels dont Gotthelf a décrit le déclin dans l'un de ses romans¹.

Si l'importance des commerçants individuels ne peut guère être mesurée, ni l'ampleur de leurs transactions qui ne passent plus par les actes notariés, les archives administratives ont enregistré l'apparition des premières sociétés anonymes. Pour la région et la période évoqués ici, trois cas doivent retenir l'attention. En 1847, la maison Spühler et Cie, de Bulle, adresse, une pétition au Conseil d'Etat réclamant des démarches auprès du gouvernement français pour une diminution des droits d'entrée sur les pailles tressées et les fromages suisses². Le chef de la maison est alors Paul Louis Spühler originaire de Vevey, mais la date de fondation de cette première société anonyme n'a pu être retrouvée. Son activité principale est d'ailleurs le commerce des pailles tressées où elle parviendra à une position de quasi monopole.

En 1857, la société «La Gruyérienne» soumet un projet de statuts à la Direction de la Justice qui propose, le 4 juillet, au Conseil d'Etat de les approuver sous réserve de la production d'un acte authentique et d'une publication des statuts conforme aux dispositions légales en vigueur³. Le 14 août, par l'intermédiaire de G. J. Comte, notaire à Fribourg, les sociétaires déposent les pièces réclamées. Ce sont Pierre Oberson à Estévenens, Eugène Castella, préfet de la Gruyère, Julien Limat à Givisiez, Romain Maillardoz à Torny-le-Grand, Jean Grosset, fermier au Bugnon près de Fribourg et

¹ *Die Käserei in der Vehfreude* (pp. 84-85) où le sentiment des paysans à l'égard des fruitiers est rapproché de l'hostilité marquée par les banquiers et les fabricants pour les nobles appauvris.

² AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1847*, p. 232.

³ *Ibidem 1857*, pp. 393, 397.

Jérôme-Rodolphe Diesbach de Rosières. Ces six personnes, issues de milieux fort différents — la noblesse traditionnelle côtoie des paysans enrichis — ont décidé de créer une société anonyme pour l'achat et la vente des fromages, avec siège à Fribourg, pour une durée de dix ans. Le fonds social est de 300 000 fr. divisés en 60 actions de 5 000 fr. Les statuts organisent l'administration de la société à la tête de laquelle est placé Eugène Castella, qui joue un rôle en vue dans la Société fribourgeoise d'agriculture. Ils prévoient même une répartition des bénéfices qui sera la suivante :

- « 1. 25 % au Directeur¹
- 2. 10 % aux acheteurs et magasinier chef
- 3. 15 % au fonds de réserve
- 4. 50 % restants pour le dividende des actions. »²

La Société en effet a décidé de constituer des réserves pour construire des magasins à Bulle³. Si ses activités locales ne sont pas connues, on verra «La Gruyérienne» s'intéresser à des marchés extra-européens au début des années 1860.

La troisième firme, dont la trace a pu être retrouvée, est aussi la plus importante par ses moyens et son action. Le 25 août 1864, le notaire J. J. Jaquet stipule le contrat fondant la «Société du Moléson». Ignace Genoud de Châtel-Saint-Denis, Auguste Glasson de Bulle, Jules Frossard et Charles Müller, tous deux à Payerne, ont décidé de «faire en commun le commerce de fromages en gros». La société a son siège à Bulle et une durée de six ans. La mise de fonds est très considérable pour l'époque : 1 200 000 fr. divisés en 60 actions nominales de 20 000 fr. chacune⁴. Le 5 septembre, une lettre d'A. Glasson au Conseil d'Etat requiert l'autorisation d'exister qui est accordée séance tenante⁵. On possède sur les débuts de la firme

¹ Qui touche en outre un salaire annuel de 4000 fr.

² AEF, *Chemise du Conseil d'Etat 1857* (séance du 17 août); RN *G. J. Comte 1857-8*, fol. 86-96, art. 28.

³ Art. 29 des statuts.

⁴ AEF RN, *Minutaire de J. Jaquet, Bulle 1864*, fol. 1257.

⁵ AEF, *Registre des délibérations du Conseil d'Etat 1864*, p. 553.

un témoignage important: celui d'Ignace Genoud qui paraît en avoir été l'initiateur. Le préfet de Châtel explique, en effet, longuement les raisons de la création dans l'un de ses rapports au Conseil d'Etat:

« Le prix des fromages de Gruyère avait atteint les années précédentes un point culminant qui le mettait hors de proportion avec celui des autres denrées alimentaires et même des produits similaires des autres pays. La spéculation sur cet article, exigeant un fort maniement de capitaux, devenait par l'avance des fonds, les crédits à faire, le chômage, les chances à courir et le haut prix d'achat, exposée à des fluctuations redoutables. Pour neutraliser, dans la mesure du possible, les effets de ces fluctuations imprévues, une association s'était formée et constituée en 1864 sous la raison: Société du Moléson. »¹

On peut se demander ici si l'intention n'était pas de jouer à la hausse, comme le faisaient tant de marchands du pays et de profiter surtout des nouveaux tarifs avec la France. En effet, une régularisation durable des cours était une opération qui aurait requis des capitaux plus considérables encore et même l'appui de l'Etat. Pourtant Genoud essaie de prévenir le reproche d'oligopole:

« Le but de la Société est de placer cette branche de revenu sous la sauvegarde d'un certain nombre de négociants depuis longtemps connus dans le pays, et capables, par l'expérience acquise, par la centralisation des capitaux et du crédit, par la solidarité dans les chances à courir, de la défendre contre les dangers d'une exploitation rivale par l'étranger. Ce but élevé n'a pas été compris par une partie des producteurs fribourgeois qui attribuent faussement à la Société du Moléson des intentions de monopole égoïste. »²

Et, pour bien prouver le désintéressement des associés, il fait le récit complet de la campagne de 1865:

« En 1865, la Société du Moléson étendit le cercle de ses achats jusqu'à 44 mille pièces qui au prix moyen de 55 francs le quintal formèrent un capital de un million trois cent mille francs qui fut mis en circulation et livré au pays en valeurs ayant cours légal dans l'espace de six mois dès Septembre à Février. Une opération de cette importance ne pouvait être exécutée qu'à

¹ AEF, *Rapport du préfet de la Veveyse 1866*, p. 19.

² *Ibidem*, pp. 19-20.

l'aide des fonds et du crédit de la Société ; malgré l'incertitude des hasards elle pouvait supposer que la réduction des droits d'entrée en France, fruit du nouveau traité commercial, suffirait à sauvegarder ses intérêts particuliers tout en favorisant ceux du pays en général ; mais des incidents de tout genre vinrent détruire ses prévisions et déconcerter ses calculs. Une température sans neige ni gelée dès le mois de Novembre et durant toute la saison de l'hiver interrompit en France la consommation des fromages et leur imprima dès le début une baisse de prix irrésistible qui entraîna de nombreuses faillites ; la même cause produisit la même effet en Italie ; il s'ensuivit une stagnation persistante des affaires. La guerre d'Italie survenant ensuite porta la perturbation dans les rapports commerciaux et les voies de transport entre la Suisse et le Piémont : toute expédition de marchandises même vendues à destination des Etats Sardes dut forcément être ajournée, les voies publiques n'étaient livrées qu'à la circulation du matériel de guerre. L'acceptation du papier italien, imposée au commerce suisse par la décrétation du cours forcé des billets, fit subir à toutes les échéances une perte variant de 12 à 22 % sur le change. Enfin les inondations de la fin de l'année rompant les voies ordinaires de communication forcèrent les fromages de notre pays à passer par Marseille ou le Simplon pour arriver à leur destination avec un surcroît de frais de voiture et de nombreuses avaries causées par les retards dans les transports. Par ces diverses causes la campagne des fromages, ouverte sous d'heureux augures, aboutit à un désastre que la Société du Moléson pourrait appeler son Sadowa. Le bilan établi en mai 1867 accuse pour l'exercice de 1865-1866 un déficit de 78 mille francs. »¹

Un calcul rapide permet d'apprendre que la Société du Moléson avait, en une seule année, engagé une somme supérieure à son capital social pour acquérir environ 24 000 quintaux de fromage, soit 60 % de la production du canton.

Cette mésaventure méritait d'être évoqué dans les détails pour montrer à quels aléas était soumis le commerce de gros, même lorsqu'il écartait les problèmes posés au petit négociant par le financement de ses achats. Avec l'impartialité que lui fournit le recul, l'historien s'étonne que cette firme ait engagé de tels moyens pour conquérir des marchés déjà âprement disputés par la concurrence étrangère. En effet, à la même époque, la France développait rapidement sa production de comté, le réseau ferré piémontais avait

¹ *Ibidem*, pp. 20-21.

définitivement brisé l'avantage géographique des produits suisses amenés à travers les Alpes. Comme les pouvoirs publics, la Société du Moléson en tira la conclusion que, seule, la qualité pouvait continuer à faire prime dans une rivalité étendue désormais au monde entier¹. Elle récolta les premiers fruits de sa nouvelle politique à l'exposition de Paris en 1867, comme on l'a déjà vu.

Ainsi le deuxième tiers du XIX^e siècle, marqué par la généralisation du libre-échange, imprime un vigoureux essor à la production fromagère fribourgeoise. Mais la plaine en profite plus que la montagne, puisqu'elle lui ravit définitivement le monopole traditionnel de la fabrication en retenant le bétail, en attirant les fromagers du haut et en émargeant de plus en plus sur les bénéfices escomptés². Le grand nombre de témoignages pessimistes sur le mode de vie pastorale, la routine des fruitiers, et les échecs enregistrés par les marchands, même lorsqu'ils engagent de gros moyens, ne peuvent plus faire illusion. L'économie fromagère est en crise, malgré l'expansion de la production qui s'inscrit dans la phase générale de prospérité caractérisant l'Europe entre 1850 et 1870. Les difficultés du derniers tiers du XIX^e siècle, avec le retour en force du protectionnisme, le souligneront amplement, entraînant une intervention de l'Etat d'où sortiront une économie alpestre et une production fromagère toutes deux de type plus moderne, plus conformes à l'ère industrielle et au mouvement vers l'étatisme dans lesquels le canton est entraîné malgré lui.

¹ *Ibidem*, p. 21.

² Voir, à ce propos, le témoignage caractéristique d'un correspondant du *Journal de Fribourg* sur la situation des paysans de montagne. Il contient des plaintes sur les impôts et sur le « cher chemin de fer » (n° 3 de janvier 1866).